

L'ACTION NATIONALE



L'ACTION NATIONALE	<i>L'Université de Montréal...</i>	321
Hermas BASTIEN	<i>Politique et Education.....</i>	322
Paul-Marcel LEBEUF	<i>Montréal, ville française.....</i>	342
Dr G.-E. CARTIER	<i>Pour aider à comprendre le problème universitaire.....</i>	347
Laurent de COURVILLE	<i>Notre-Dame du Canada (suite)</i>	368
Etienne ROBIN	<i>Vous pouvez le répéter.....</i>	377
	<i>Table des Matières.....</i>	383



REVUE MENSUELLE

Volume IX • Numéro 6

••• JUIN 1937 •••

Direction: 3472, rue Hutchison

Adminis- 3516, Av. de Lorimier
tration:

••• Montréal •••

Les produits de l'érable CITADELLE sont les plus doux produits que la nature puisse donner à l'homme.

Si votre épicier n'a pas en mains ces produits, écrivez à: —

Les PRODUCTEURS de SUCRE d'ÉRABLE

DE QUÉBEC

Bureau-chef — 5 avenue BEGIN, LEVIS

Entrepôt — PLESSISVILLE, Côté Mégantic

L'Action nationale, publiée par la Ligue d'Action nationale, est un organe de pensée et d'action au service des traditions et des institutions religieuses et nationales de l'élément français en Amérique. Elle paraît tous les mois, sauf en juillet et en août.

Les directeurs de la Ligue sont: MM. Esdras Minville, président; Hermas Bastien, secrétaire; Pierre Homier, l'abbé Lionel Groulx, Eugène L'Heureux, Olivier Maurault, p.s.s., Anatole Vanier, l'abbé Albert Tessier, Arthur Laurendeau, René Chalout, Albert Rioux, Dr Philippe Hamel, Léopold Richer, Dominique Beaudin, André Laurendeau, Maximilien Caron, Dr Antonio Barbeau.

Directeur de la Revue: Arthur Laurendeau.

3472 rue Hutchison :: Montréal

Le directeur de la revue, M. Arthur Laurendeau reçoit à cette adresse, le mercredi, de 3 à 5 heures

Administration: 3516 avenue de Lorimier,
case postale no 1524 Place d'Armes

L'abonnement est de \$2.00 par année.

Tous droits réservés — Ottawa 1933.

POUR CONNAITRE
la véritable situation en Espagne
LISEZ

L'Ordre nouveau

●
Quatre articles du grand Espagnol

GIL ROBLES

publiés exclusivement

dans "America" (de New-York) en anglais
et dans l'"Ordre Nouveau" en français

Le premier a paru le 5 juin,
le deuxième paraîtra le 20.

●
Abonnement :

\$1.00 pour douze mois

On peut faire partir l'abonnement du 5 juin.

●
Secrétariat des Semaines sociales

1961, rue Rachel Est, Montréal

Pour votre santé —

Mangez tous les jours 2 ou 3 carrés

LEVURE

LALLEMAND

Fraîche

Les médecins recommandent la levure **fraîche**. La Levure **fraîche** Lallemand est très riche en vitamines B, C et D. Sa haute qualité et sa pureté sont assurées par les années d'expérience de la maison Lallemand. En vente chez les épiciers et les pharmaciens.

**DES CONSEILS POURRONT VOUS
ÊTRE FOURNIS**



L'homme et la femme, très occupés de nos jours, n'ont pas le temps voulu pour poursuivre les recherches qui s'imposent afin de procéder à un placement judicieux.

Notre institution, par ses gérants locaux, vous fournira tous les renseignements d'ordre bancaire dont vous pouvez avoir besoin.

Transigez donc avec

LA BANQUE PROVINCIALE DU CANADA

Lisez

“LE DEVOIR”

LE JOURNAL DES GENS QUI PENSENT

LA COMPAGNIE

F.-X. DROLET

Ingénieurs — Mécaniciens — Fondateurs

Spécialités:

ASCENSEURS MODERNES DE TOUS GENRES

SOUDES ÉLECTRIQUES ET AUTOGÈNES, ETC.

206, RUE DU PONT - - - - - QUÉBEC

D.-C. BROUSSEAU & CIE, Limitée EPICIERS EN GROS
Ismael Lefebvre, Prop.

Importateurs de thé, produits alimentaires, etc.

405, rue St-Dizier, Montréal — Tél. HARbour 5225-5226-5227

XIVème Semaine sociale du Canada
Trois-Rivières 1936

L'Organisation professionnelle

Volume de 390 pages

\$1.50; franco, \$1.65



Secrétariat des Semaines sociales

1961, rue Rachel Est, Montréal

A ses abonnés et amis

L'ACTION NATIONALE

donne rendez-vous

au

Deuxième Congrès de la Langue française à QUÉBEC

du 28 juin au 1er juillet

et à la

XV^{ème} Session
des Semaines sociales du Canada
à SAINT-HYACINTHE
du 18 au 24 juillet

L'université de Montréal

Notre Université doit vivre. Tous répètent ce refrain et se contentent de le répéter. Cette attitude négative est une forme déguisée de nihilisme. Nous n'en voulons pas. Mais pour vivre pleinement, il ne faut pas que le passé vous paralyse.

Donner son temps à palper les cicatrices, à énumérer les fautes anciennes, exhiber toutes les formes de la méfiance pour s'exempter de faire les sacrifices nécessaires, pour excuser sa propre inaction et son propre égoïsme, c'est là une attitude qu'il faut rejeter complètement. Vers l'avenir! Voilà le mot d'ordre.

Il faut faire confiance aux chefs de l'Université. Il faut leur dire que l'Université est la tête de la nation; que l'éducation religieuse et nationale doit couronner, imprégner toutes les techniques, leur donner une couleur, un timbre, un accent qui les marquent d'un signe particulier; que sans cela, notre université ne rayonnera jamais; que pour posséder son âme elle doit avoir sa mystique religieuse et nationale. Et ensuite, vers l'action, vers les réalisations! Ensuite, union totale des coeurs et des esprits. De ce haut enseignement découleront toutes les formes de vie intellectuelle, morale et physique. Mettons-nous tous ensemble dans cet état de volonté ardente qui concourt aux créations essentielles. L'épreuve a assez duré. La dépression nous a assez abîmés. Désormais, avec la doctrine, le courage et l'espoir, nous renaîtrons pleinement.

L'ACTION NATIONALE

Politique et éducation

Le Québec constitue un État français qui poursuit, dans l'ordre culturel, une fin propre. Ce n'est pas son intégration dans une fédération, reconnaissant deux civilisations, deux cultures, deux langues, qui peut entraver son essor ethnique. Au contraire, le bien commun de l'État canadien sera d'autant mieux assuré que la province française développera, avec plus d'originalité, son identité. Il appartient donc à ses dirigeants de faciliter la réalisation de ce destin. Comme l'éducation constitue le principal facteur d'amélioration et d'exhaussement des conditions humaines, qui ne discerne le devoir très précis de la politique ?

* * *

Afin de circonscrire la question, quelques remarques préliminaires. Nous appelons *politiques* les hommes qui, à des degrés divers, participent à l'autorité, et *politique*, l'ensemble des moyens que l'autorité utilise, surtout la législation qu'elle adopte. Dans cet exposé de politique éducationnelle, les membres du ministère tout comme les simples commissaires d'écoles de rang, participant à l'autorité, sont des politiques; quand les uns octroient des subsides et les autres fixent les salaires des maîtres ou déterminent les programmes, ils font de la politique. Celle-ci est l'action des dirigeants et l'exercice de l'autorité. On ne saurait, en cette matière, nier les droits et devoirs de l'Église, encore que

celle-ci ne les exerce pas, ailleurs, de la même manière que dans le Québec. D'organisme comme le Conseil de l'Instruction publique, il n'en existe ni au Portugal, rebâti par Salazar, ni en Autriche, ravivée par Mgr Seipel, Dollfuss et ses successeurs. Cette remarque n'est point une insinuation. Nous voulons, au contraire, affirmer et nous affirmons qu'il faudra cesser de croire qu'un ministère de l'éducation est une abomination parce qu'il signifie ingérence de l'État. Disons simplement que telle intrusion peut s'exercer de multiples façons. Qui niera que tel n'est pas notre cas ? N'abusons pas des bobards en clamant, par exemple, que l'instruction obligatoire est une manœuvre maçonnique, si elle existe au Portugal, en Autriche et jusque dans l'État du Vatican. Le procès de notre enseignement est trop facile à instruire et à gagner pour que nous croyions avoir atteint la perfection. Notre école primaire, rurale et urbaine, se prête d'elle-même à la censure par la pauvreté de ses résultats et la masse de ses déchets. Notre enseignement secondaire est-il tabou ? Quant à notre enseignement universitaire catholique, le témoignage probant demeure celui de Son Éminence le Cardinal Villeneuve. Voilà qui nous contraint à moins d'optimisme statique et qui établit l'urgence d'améliorer. Question de personnel, de programme, d'esprit de suite, de fierté nationale, d'ambition catholique. Bref, question de compétence, la bonne foi étant hors de doute et la bonne volonté pavant l'enfer. La détresse de notre peuple, désarmé en face de la vie, s'explique, sans doute, par

des causes variées au nombre desquelles l'éducation figure au moins pour une. Aux ayant-droit en cette question, de conjuguer leurs efforts: l'Église, l'État, les pères de famille. Pour chacun, l'heure du devoir sonne. Il suffit, pour s'en acquitter avec dignité, de se rappeler que l'avancement et la préparation catholique et nationale de nos enfants est un postulat impérieux. Dans le choix des maîtres, la valeur morale compte, mais la valeur professionnelle aussi, puisqu'il s'agit de former des chrétiens, évidemment, mais des chrétiens insérés dans un milieu canadien-français qui ne doivent pas, parce que français et catholiques, être inférieurs aux autres dans la poursuite du bonheur imparfait de cette vie. Aucune interférence de clan, de groupe ou de classe ne doit prévaloir, quelle qu'elle soit. Certes, ce n'est pas à l'heure où l'Église convie les fidèles de la nef à l'action catholique que l'on doit pratiquer, dans le partage des charges officielles, des fonctions pédagogiques et des attributions éducationnelles, un exclusivisme appauvrissant. Tel exclusivisme a fort étonné des catholiques comme Jacques Maritain, le Père Chenu, O.P. et le Père Doncoeur, S.J. D'autres visiteurs, au courant des secrètes réactions auxquelles une éducation catholique doit préparer sa jeunesse, ne nous ont pas estimés si merveilleusement outillés, préparés, équipés, aguerris.

C'est l'autorité civile qui doit éviter de croire à l'omniscience de tous ses laisser pour compte de la politique. Trop d'entrepreneurs d'élections ont été promus démolisseurs d'éducation. Si la grati-

tude politicienne s'exerce dans les différents domaines profanes, au risque d'aliéner du parlementarisme les bien pensants que le démocratisme écœure, pareil favoritisme, en matière d'instruction publique, ne peut que provoquer les plus violentes réactions chez notre peuple qui prendra, un jour ou l'autre, conscience de son anémie intellectuelle et spirituelle.

Que les pères de famille, qui s'éveillent enfin à la notion de leurs droits et qui réclameront, heureusement, de plus en plus une éducation plus nationale au nom de l'humanisme intégral, se gardent pourtant d'une exagération qui n'est que la transposition, à leur usage, d'un faux principe qui a cours : à savoir qu'un état de nature ou d'élection suffit à créer une compétence particulière indiscutable. Émile Faguet dirait : le culte de l'incompétence et l'horreur des responsabilités. C'est, selon nous, la fierté des improvisations pédagogiques qui nous vient, comme un corollaire, de notre goût des improvisations oratoires. Les pères de familles ont des droits. Entendu. S'ensuit-il qu'ils soient tous également aptes à les exercer d'une façon pertinente ? L'élection de nos commissaires d'écoles fait mentir le *vox populi, vox Dei*. Les pères de famille, parce que procréateurs, sont-ils exempts de la connaissance de la question ? Si leur incapacité les oblige à recourir aux maîtres, telle inaptitude idéalise-t-elle leur choix des commissaires qui désignent ensuite les maîtres, et qui, chargés d'évaluer leurs services, les paient avec une mesquinerie à nulle autre pareille ? Le danger existe

que pour réagir contre une ingérence politicienne et, pour suivre les exemples d'improvisation qui leur viennent de toutes parts, les pères de famille se croient investis de l'aptitude d'exercer réellement leurs droits et de discuter, en matière éducative, *de omni re scibile*. Ici entre en jeu une question de compétence et de valeur pédagogique. A qui servirait-il de déplacer une ignorance de classe, l'ignorance officielle, au bénéfice d'une autre ignorance de masse, l'ignorance arrogante et anonyme ?

Enfin, s'il est patent que l'État ne possède que des droits d'assistance, de suppléance et des devoirs corrélatifs, tels devoirs dans un pays où survivent des descendants des "éteignoirs" s'amplifient singulièrement. Ces devoirs accrus, il suffit que l'État ne les remplisse pas avec une arrière-pensée. S'il fut un temps où l'on tendait à restreindre le rôle de l'État en matière d'éducation et d'instruction publiques, cette époque semble révolue. En s'attardant à cette thèse, il peut arriver et il arrive que dans un même État où fonctionnent plusieurs systèmes d'éducation, les uns soient en avance sur l'autre, précisément dans la mesure où la retardataire s'attache à la lettre de la doctrine qui stérilise plutôt qu'à l'esprit qui roborifie. Quand le bien commun est en jeu, il importe d'agir avec hardiesse. Tels exemples d'audace abondent dans l'Église où les grands réformateurs, qui furent des saints, ont rompu avec la routine engluante. Le même esprit d'innovation doit inspirer la politique éducative d'un État catholique. S'il sied à une

province de foi catholique et de culture française de posséder un système d'éducation différent, en revanche, rien ne postule que cet État soit le plus chiche dans son budget de l'instruction publique et, d'autre part, que la pédagogie catholique et de tradition française s'avère accidentellement inapte, en dépit de la survalueur des principes qui l'étayent et de la doctrine qui l'alimente, à produire des citoyens supérieurs, par la formation de leur volonté, de leur intelligence, de leur esprit civique, à ceux que nous opposent des pédagogies, issues de religions, vides de toute mystique.

* * *

Une politique canadienne-française, en matière d'éducation, ne dynamitera rien. Ses dominantes seront économique-sociales, d'une part, et éducationnelles, d'autre part, le relèvement matériel et social de notre peuple étant en fonction de sa préparation intellectuelle. Cette politique éducationnelle ne relèvera pas nécessairement d'un nouveau ministre — il y en a déjà trop — à condition cependant qu'elle investisse, d'une autorité et d'une compétence nouvelles, l'organisme déjà existant. L'embryon de cet organisme nous semble le Conseil de l'Instruction publique. Nous disons l'embryon, car il faudra procéder à son remodelage.

Il nous paraît d'évidence cruciale que le Conseil doit demeurer l'autorité suprême dont le surintendant que l'on dénommera mieux le Directeur général de l'enseignement aura le rang d'un ministre sans être soumis aux aléas de cette honorable fonc-

tion. Ce directeur, sans être notaire ou avocat, ex-député ou même ex-ministre, sera un homme de grande culture et d'une indiscutable valeur nationale. Son assistant mériterait le titre de surintendant, attendu qu'il serait à la tête de l'exécutif. Le grand vice de l'organisme actuel, c'est l'absence d'exécutif. Il n'en possède que l'ombre en quelques plus ou moins bons fonctionnaires qui remplissent les tiroirs de mémoires et de procès-verbaux. Que l'on ne change le Conseil que dans sa représentation laïque. A quelques exceptions près, aucun ne possède la compétence requise. Les toiles d'araignées qu'on les balaye. L'autorité civile, pour éviter les préoccupations de politicailerie, confèrera au Conseil le soin de se recruter lui-même. Voilà qui coupera court aux pensions de retraite que les serviteurs de la démocratie s'en vont chercher à nos conseils provinciaux, celui de l'instruction publique et l'autre. Si le conseil de l'Instruction publique a le pouvoir d'assurer sa représentation laïque, on peut imaginer que plus de compétence pédagogique y donnera peut-être accès. Ce serait consacrer son autonomie, en faire déjà quelque chose de plus opérant et de plus dynamique.

Il faut encore davantage. Même si le Conseil ne s'occupe que de l'enseignement primaire, la besogne est assez absorbante et importante pour que l'on fasse disparaître le pèlerinage trimestriel, qui est spectaculaire, dans la capitale. Ni les évêques ni les laïcs ne peuvent siéger en permanence; on comprend quand même malaisément que

d'éphémères sessions suffisent. Le Conseil aura donc un exécutif de membres permanents et de membres consultatifs. Ceux-là devront être des pédagogues parmi lesquels les communautés de Religieuses enseignantes figureraient. Un comité exécutif de compétences, l'autonomie quant au recrutement de ses membres, des réunions plénières plus fréquentes. Est-ce tout ? — Non pas. La politique canadienne-française accordera au Conseil l'autorité qu'il mérite, eu égard à sa responsabilité. En outre, le directeur général, ou le surintendant, disposerait d'un budget, dépensé par l'exécutif, sans considérations politiques. Les réunions plénières, plus longues que l'intervalle entre l'arrivée et le départ des trains, en constitueraient les assises générales. Les mots-d'ordre et l'orientation générale en émaneraient, d'après les rapports des inspecteurs et les constatations de l'exécutif. Les consignes générales, que le Cardinal les donne. Quant aux directives régionales ou accidentelles, elles se transmettent par les commissions scolaires locales. Elles seront indiscutables et devront être indiscutées. Comment imaginer que les bataillons passent outre aux proclamations de l'état-major ? Aux inspecteurs d'écoles de voir à leur réalisation.

L'exécutif du Conseil mettrait en branle les enquêtes, étudierait les manuels présentés, pour approbation, analyserait les projets soumis. Grâce aux enquêtes, le Conseil n'aurait plus à recourir aux fameux comités météoriques. L'examen des manuels par des compétences éviterait moult

critiques. Quant aux projets de réforme, ils ne germeraient plus dans les clubs ou autres endroits pédagogiques. L'existence de l'exécutif réussirait peut-être à mettre un peu de logique dans les programmes que l'on dit toujours merveilleux mais qui s'avèrent, à la pratique, aussi inefficaces les uns que les autres. On vante l'école rurale ? Elle déracine la paysannerie. On exalte l'école urbaine ? Elle est en train de prolétarianiser notre peuple.

Plus de sérieux, plus de compétence, plus d'indépendance, plus d'autorité, que manquerait-il donc au Conseil pour prendre la direction générale de tout l'enseignement dans notre province ? Il a été récemment question d'élargir sa juridiction. En son état présent, le Conseil ne pourrait, tant il a déjà à faire avec l'enseignement primaire, penser à embrasser davantage. Gare au proverbe... Pourtant, le bien commun exige dans tout notre enseignement plus d'unité de direction, plus de cohésion, plus de hiérarchie. On ne peut imaginer que n'importe qui, ou à peu près, bâtit un programme. Les cycles s'agencent tant bien que mal. Qu'importe si les degrés d'enseignement chevauchent, si certains centres manquent d'institutions appropriées ! De directives générales, aucun groupe n'en veut recevoir et cependant qui n'admet l'urgence de l'unification générale, tout en respectant les autonomies locales ? En un mot, le Conseil de l'Instruction publique joue, tout juste, le rôle de Conseil de l'Enseignement primaire. Peut-être, est-ce que nous sommes un peuple de primaires,

still at the dawn of intellectual life, disait un Ontarien . . .

Une politique canadienne-française de rénovation éducationnelle ne sera efficace qu'avec plus de logique et de bon sens. Depuis quelques années, des maisons diverses d'enseignement spécial ont surgi. D'autres nous manquent. Quand la chaîne en sera parfaite, faudra-t-il continuer le spectacle attristant d'efforts individualistes ? Cela doit cesser. Continuons notre exposé. Voici le Conseil avec un exécutif. Si le Conseil prend charge de la direction de tout notre enseignement, d'autres organismes lui font défaut. L'exécutif est un corps central permanent. Il fait office de comité de l'enseignement primaire. Un autre comité, consultatif celui-là, se forme pour l'enseignement secondaire, un autre, pour l'enseignement supérieur. Des représentants des collèges affiliés à l'Université de Montréal et des collèges affiliés à l'Université Laval entrent dans le premier comité. Même composition pour le comité de l'enseignement supérieur. L'exécutif recueille tous les mémoires qui sont référés au surintendant, s'il s'agit de questions matérielles, ou au directeur général de l'enseignement, s'il s'agit de questions pédagogiques. Le tout, analysé, est soumis à la réunion plénière du Conseil qui en informe le gouvernement mais agit de lui-même. Le Conseil, en effet, est maître absolu des directives intellectuelles comme de la disposition de son budget.

Voilà qui peut être simplifié, mais voilà, du moins, comment la politique canadienne-française devrait

essayer de promouvoir l'éducation par la solution des problèmes d'enseignement et des problèmes de budget. Écoles, collèges ou universités ont des directives générales, obligatoires et uniformes. Aucune institution n'a à quémander des faveurs politiques. Le budget de l'éducation, sur lequel on ne doit pas économiser — celui de la province de Québec ne fait déjà pas si bonne figure comparativement à celui des autres provinces — satisfait au rôle de l'État qui n'est pas de vouloir tout faire mais de partager les tâches. Quand il y va de l'instruction publique, il ne doit qu'aider, mais aider généreusement en confiant la mission à un Conseil, aux pouvoirs accrus, à la compétence rajeunie, à l'autorité respectée, au prestige restauré. L'autorité gouvernementale se doit de dresser les cadres et, quand ils existent déjà, de les élargir. Entre elle et l'organisme distributeur des subsides il y a le trait d'union du surintendant. La nomination du directeur général de l'enseignement devrait être faite par le Conseil, et approuvée par le gouverneur en conseil. Et tout cet organisme se rattache au secrétariat provincial. Les cadres posés, les fonctions et prérogatives délimitées par une loi, une politique générale vraiment nationale n'a plus qu'à seconder le Conseil en étant aussi généreux dans son budget que parcimonieux de son ingérence.

Qui ne devine à quelle besogne de rénovation interne dans l'enseignement ce Conseil pourrait alors se vouer, grâce à ses comités dont les conclusions seraient sanctionnées par le prestige de tout

le corps épiscopal et des laïcs compétents qu'il se serait adjoints librement ?

* * *

La politique canadienne-française favorisera donc l'éducation en l'aidant à se débarrasser des vieux poncifs qui paralysent son action nationalisante. Elle l'aidera, par la législation, à former au service de l'école, grande ou petite, un état-major de compétences et d'autorités pédagogiques qui ne pouvant certes pas englober tous les pédagogues qui, paraît-il, foisonnent, devra cependant parler au nom de tous, en laissant à chacun l'initiative heureuse, mais en pouvant mâter les arrivistes de tout acabit que le laisser-faire autorise à agir de façon parfois divergente. L'organisme étant réadapté, il appartiendra au Conseil d'indiquer aux diverses équipes, sinon les moyens concrets, du moins la doctrine générale et l'idéal à atteindre.

Cet idéal, est-il besoin de le rappeler, deux voies y conduisent : l'utilisation des valeurs nationales et l'emploi volontaire des forces spirituelles. Réalités sublimes qui, pour des latins, sont susceptibles de créer à nos écoles un climat à nulle autre pareil. Ce dont souffre notre peuple et qui le place sous le joug de tous les mimétismes, n'est-ce pas l'absence de confiance en son héritage culturel et l'ignorance du prix du spiritualisme catholique, culture française et spiritualisme qui sublimisent sa pédagogie. Une méthodologie plus réaliste, voilà qui maintiendrait notre peuple à une plus grande altitude. Il faut que cesse cette ambiance scolaire, évidée

de toute mystique nationale et catholique, où l'âme de notre peuple achève de s'abrutir. Ce réalisme dans l'usage des grandes forces qui refont les collectivités, qu'on le transplante dans la nature canadienne et dans l'orbite de notre évolution en Amérique. L'école du Québec devra former des Franco-Canadiens et des catholiques, ou bien elle sera secouée par la tourmente prochaine, ce qui pourrait au moins lui fournir l'occasion de s'épurer, ou bien elle se videra de cerveaux français et d'âmes catholiques par l'abaissement incessant du type humain que le passé nous a façonné, ce qui l'anéantira à jamais dans l'irréparable insignifiance. Climat français et spiritualiste, telle est l'atmosphère qui revivifiera l'école.

Cependant, gardons-nous de croire que la doctrine, par elle seule, fera tout le miracle. La doctrine qui n'est guère vécue, ainsi que la foi qui n'agit pas, n'en est pas une de redressement. Refaire les cadres de l'organisme central, très bien. Refaire les cadres de nos institutions que viendra animer la doctrine, voilà qui plus est. Nos poètes, bardes des flores fictives, n'ont pas chanté le poème de l'école rurale. Ils y auraient vu le symbole d'un drame. Près de nos croix de chemin, la maison de l'école. Dans les grands centres ruraux, ses collèges commerciaux. Aux deux extrémités de la province, des instituts supérieurs d'agriculture. D'une part, une classe de paysans, mal avertis des secrets de leur art, d'autre part l'exode des plus brillants sujets en proie à la haine de la terre. Des paysages magnifiques; en face, trop peu d'âmes pour

les comprendre. Outre l'école du rang, qu'il faudra enjoliver, et l'institut supérieur, il reste un vide à combler; les écoles moyennes d'agriculture dans chaque comté. Le bien commun exigeant cette création, l'autorité devra trouver les moyens de les établir. Après enquête, des institutions d'agriculture spécialisée, selon les régions, combleront les lacunes. Et ces écoles seront d'une grande flexibilité. Cours d'hiver, cours réguliers, centres de recherches, bourses d'établissement, tout devrait leur valoir une clientèle heureuse. Tous les ruraux, au travail, en été, tous les ruraux à l'école, en hiver. Cette politique devrait continuer l'école de rang plus logiquement et plus efficacement ruralisée. Que la politique encourage la fondation des dites écoles moyennes. Qu'elle la stimule, au besoin. Après la conquête de la terre par la hache, une autre conquête s'impose, pacifique, par la technique de l'école. Mettons un peu d'ordre et de hiérarchie. L'école de rang initie; l'école moyenne perfectionne et l'Institut agricole, voilà l'université du paysan. Par ricochet, notre classe rurale élève son niveau social et son étiage humain. La diversité de nos sols est mise en œuvre par la diversité de notre école rurale. Avec une impulsion compétente, on rénove nos champs et nos rives et nos monts, dans une atmosphère de beauté et de contentement, *sub tegmine fagi*.

Dieu a fait les campagnes; les hommes ont bâti les villes. La même doctrine nationalisante et spiritualisante aura besoin d'aérer nos classes urbaines. Le même degré de compétence, de dévoue-

ment, d'ambition est ici requis. Pourtant, dans ces centres cosmopolites où des comparaisons s'établissent, que l'école rivalise, dans l'instruction proprement dite, avec les autres écoles que trop des nôtres regardent avec un œil d'envie. Il ne faudrait pas croire à la nécessité de la surcharge des programmes. Au contraire. Comme le disait un universitaire anglo-canadien: "*you have too much instruction.*" Il y a longtemps que tel est notre avis. Il importe d'insister sur l'éducation humaine, tout court, le développement des vertus qui font l'honnête artisan et l'honnête homme, mais aussi sur l'esprit national. Pour les prudes, disons l'esprit civique. Faut-il que notre école urbaine crée la majorité des serfs, des prolétaires, et des manœuvres? Notre innéité ne postule pas telle modestie. Qu'un courant d'oxygène vienne roborifier les âmes!

Il faudra que les praticiens de la pédagogie guérissent leur routine ankylosante et que les culs-de-jatte chaussent des échasses pour embrasser plus d'horizon. Dans l'organisation des programmes, dans la classification des élèves, dans le choix des méthodes pédagogiques, que l'on s'avise des méthodes modernes, en cours dans les pays qui savent, mieux que le nôtre, mettre en valeur leur capital intellectuel. A la quantité sur laquelle nous comptons, adjoignons la qualité. Il faudra aussi que l'on découvre que telle chose existe que l'orientation professionnelle, si l'on veut peupler nos écoles de métiers et nos écoles spéciales. Nous nous vantons de nos écoles techniques dont des forces hos-

tiles paralysent quelques-unes. N'oublions pas que la ville de Toronto, avec une population inférieure à celle de Montréal, compte quatre écoles techniques. Cela peut expliquer bien des choses. Écoles paroissiales, écoles primaires supérieures, écoles spéciales, qu'avec un peu d'esprit de suite, grâce à leur hiérarchisation, on dote nos classes populaires d'une Université des ouvriers qui devrait être les maisons d'enseignement technique. A la ville comme à la campagne, l'idéal doit être de former des citoyens capables de briller dans leur milieu, par leur adresse et leur débrouillardise, mais capables aussi d'enrichir leur race, par leur valeur nationale et catholique.

Tout cela dépasse l'emprise de la bonne volonté. La bonne volonté et l'optimisme béat qui nous valent d'être un peuple de satisfaits, parlons-en, mais de grâce, en sourdine. Substituons donc à notre amour des accessit, la décision de nous convaincre que tant le vaut le maître, tant vaut l'école. Or, il nous importe d'être plus exigeant, quant au niveau professionnel des professeurs. Au degré primaire, nous pourrions peut-être nous aviser qu'un exhaussement s'impose. En comparant les exigences des écoles anglo-protestantes, dans le Québec et les autres provinces, pour leur personnel d'enseignement ou d'inspection, celles des pays étrangers où nos Frères missionnaires se dévouent, Japon, Madagascar, etc., on ne peut nier qu'elles soient plus grandes que chez nous. Ne conviendrait-il pas d'en avoir d'équivalentes sinon d'égales ? Exhaussement professionnel des maîtres par l'amé-

lioration des études aux écoles normales, voilà qui presse. Si l'on veut que l'instituteur travaille à la refrancisation des âmes, plus urgente que celle des affiches, ne le lançons pas dans la carrière, quitte à se perfectionner, chemin faisant.

L'uniformité de l'idéal commun ne prohibe point la diversité particulière. Elle exige de l'ordre. Il sied que l'on tâche de trouver les moyens, sans rien saboter, de ménager des paliers de correspondance entre les divers degrés. Cela, afin d'éviter l'hypertrophie des masses et l'appauvrissement des élites, à la ville comme à la campagne. Le passage du primaire supérieur à l'école spéciale, technique ou professionnelle, est facile. Le peuple est le réservoir de la race, où s'alimente et se recrute, en somme, la classe bourgeoise et intellectuelle. Il convient de ménager une certaine correspondance entre le primaire et le secondaire. Question délicate mais urgente, même du seul point de vue de l'enseignement secondaire. Déjà atteint par la crise que les complexités nouvelles prolongeront durant de nombreuses années, le secondaire sera, un des ces jours, touché par l'enseignement spécial et primaire supérieur en plein développement. Or, un essai de coordination donnera plus de résultats qu'une campagne publicitaire.

Telle coordination des degrés¹, primaire et secon-

¹ Aux autorités de voir à ce que les jeunes filles ne reçoivent la même formation que les garçons dans les fameux cours dits universitaires. Qu'on nous donne des jeunes filles sachant plus de puériculture que de trigonométrie et d'astronomie. En cette matière, snobisme et rivalités de groupes sont en train de nous nuire.

daire, remettra bien des choses à leur place. Elle assurera en tout cas au secondaire une solide clientèle, en diminuant les déchets qu'il entraîne grâce à la routine de son recrutement. Le Conseil de l'instruction publique serait l'organisme désigné, avec ses comités d'experts, pour corriger la situation. Ses directives pédagogiques seraient rendues plus faciles, attendu que ce degré souffre, avant tout, d'une pléthore de candidats inaptés, due au snobisme de la profession, snobisme qui nous a fait tant de dommage. Que la tâche en serait alors rendue merveilleuse, par la vertu propre des humanités! Que de critiques là-contre disparaîtraient le jour où le secondaire, par une sélection plus avérée, doterait notre société d'une élite plus indiscutable! C'est à ce degré que les vraies disciplines françaises opéreraient à leur aise. Il suffirait de quelques courageuses, mais minimales réformes, au point de vue national, pour que l'enseignement secondaire remplisse tous ses fruits de refrancisation et de nationalisation de notre vie.

Le primaire et le spécial sont des enseignements qui conduisent au gagne-pain; il n'en est pas de même du secondaire, préparation plutôt qu'équipement définitif. Au Conseil de l'Instruction publique, il resterait de voir au développement intégral de notre enseignement supérieur. Nous disons enseignement supérieur, parce que l'enseignement professionnel est à la charge des intéressés, les chambres professionnelles: conseil du barreau, chambre des notaires, collègues des médecins, association des pharmaciens, etc. Ces corporations, il va sans

dire, bénéficieraient de l'exhaussement intellectuel et national que subiraient les divers cycles de l'enseignement. Par enseignement supérieur, nous entendons les facultés de culture, prolongement des humanités; lettres, sciences pures, sociologie, philosophie, théologie, etc. Les autres enseignements maintiennent la santé sociale de la masse. Mais celle-ci a besoin des élites. Trop de problèmes se posent; problèmes de culture, problèmes sociaux, problèmes scientifiques, pour que l'on doive insister sur l'urgence de donner à nos universités françaises les moyens de jouer leur rôle parmi les dix-huit universités anglo-protestantes du Canada.

Celles-ci réussissent à nationaliser leurs ressortissants, à les équiper de façon décisive, à servir de réclames à l'étranger. Pourquoi plus longtemps, nos universités françaises devraient-elles marquer le pas? En cette situation où l'éminent cardinal Mercier voyait un symptôme de défaite prochaine pour les catholiques, il se manifeste, chez nous, non seulement de la tiédeur qui surprend mais de la méfiance qui scandalise ceux qui nous observent nous entre-déchirant. Voilà, en vérité, un problème où le Conseil de l'Instruction publique pourrait exercer son action.

Si un organisme ne réussit pas à faire l'unanimité sur les exigences légitimes de notre enseignement universitaire, nous écrirons une des pages les plus sombres de notre histoire. De toutes parts, on proclame que les victoires nationales se gagnent à l'école. Encore faut-il que nous en chassions

l'atmosphère de défaite. Bien plus, il faut que, nous rendant aux exigences de l'Église dans ses encycliques sur l'enseignement supérieur, nous fassions figurer comme un de nos devoirs de n'être pas inférieurs, avec notre foi au Dieu des sciences, aux peuples que ne guide qu'une lumière falote. L'important, n'est-ce pas de se servir de la lumière que l'on possède, au lieu de la tenir sous le boisseau ?

* * *

Pour que notre enseignement produise tous ses fruits, une politique canadienne-française a besoin d'envisager les problèmes qui sont la clef de tous les autres. Au fait, les minorités québécoises qui ont réglé leurs problèmes d'enseignement, ont une tâche fort simplifiée. Pour nous, une politique vraiment nationale en matière d'enseignement se voit imposer des obligations nettes qui supposent sincérité, désintéressement et fierté. Par sa législation comme par son budget éducationnel, qu'elle confie au Conseil de l'Instruction publique l'autorité franche, complète et finale, de mettre, à la lumière de la doctrine nationale et spiritualiste, de la hiérarchie dans les idées, de la hiérarchie dans son organisme, de la hiérarchie dans les institutions. Les peuples qui se relèvent ont commencé par là. Si les exemples entraînent, n'imposent-ils pas le respect de l'ordre ? Leibnitz prétendait pouvoir changer le monde avec l'éducation. Essayons de rénover notre peuple par l'école. Tout le reste n'est que mômories.

Hermas BASTIEN

Montréal, ville... française?

Une ville française... Ayant répété ces trois mots à plusieurs reprises, j'ai senti qu'ils tiraient lentement ma mémoire de son assoupissement, qu'ils causaient en elle une bousculade parmi les images dont les journaux et le cinéma l'ont gavée. Mon imagination, s'emparant des premières venues, les projetait sur cet écran insivable que nous avons tous, tendu quelque part dans le cerveau. Je voulais satisfaire le désir inconscient que j'avais formulé: voir une ville française.

Et voici ce que j'aperçus.

D'abord, gigantesque spectre d'acier, efflanquée à l'anglaise, la tour Eiffel; ensuite, massive et majestueuse, Notre-Dame de Paris, dont la grande rosace, nombril aux reflets multicolores, semblait resplendir au soleil; des terrasses de cafés où grouillaient une foule de consommateurs; dans les rues, des taxis pré-1914 filant à toute vitesse et poussant des cris de canards affolés; le soir des boîtes de nuits avec, dedans, des chanteuses enrouées qu'un accordéon élastique et essoufflé suit avec peine; ...enfin, le Tout-Paris des cartes postales, des photos, du cinéma, celui qui fit écrire à Louis Bromfield: "Quand un Américain meurt, c'est à Paris qu'il va!"

Et, pourtant, je savais que ce n'est pas là le visage de Paris, ville française.

Qu'est-ce donc ? Hélas, je ne pourrais le dire, n'y étant jamais allé. Cependant, je crois posséder quelques points de repère, quelques indices, quelques signes qui me permettent d'imaginer ce qu'elle doit être cette Ville-Lumière, digne du titre d'"Urbs" que, seule, du temps des Césars, Rome eut le droit de porter.

L'architecture française qui met à nu l'âme française, qui est l'élément de base de son caractère, serait le premier de ces indices.

Viendrait ensuite l'aménagement de la ville; en effet, les rues y sont tracées de façon ordonnée et selon un plan bien conçu; par exemple, la place circulaire de l'Étoile d'où rayonnent douze avenues. Partout, des gens discutant, se querellant, s'eng..., mais toujours en français.

Sur les enseignes, les panneaux-réclames, une publicité originale et française. Je remarquerais aussi la politesse et la courtoisie des gens envers les étrangers; je constaterais que les endroits historiques sont mis en valeur.

Et Montréal, la ...cinquième ville française du monde! Peut-on dire que son visage est vraiment français ?

J'y suis né; je suis fier d'y avoir vécu jusqu'à ce jour! Cependant, il m'était impossible de répondre à cette question! Je décidai de trouver une réponse et voici comment j'y suis parvenu.

Comme la rue Ste-Catherine est la plus importante de notre ville, puisqu'elle la traverse de l'est à l'ouest, et qu'on y trouve ce qu'il y a de mieux en fait de magasins, de théâtres, de boîtes

ou clubs de nuit, de restaurants, etc... je décidai pour la mille et unième fois de la revoir d'un bout à l'autre.

Désirant pouvoir regarder, examiner en paix ce qui m'intéressait, je partis un dimanche matin, avant le lever du soleil... Dans le tram, le conducteur, à moitié endormi, se distrait en crachant sur le pavé, chaque fois qu'un arrêt lui permettait d'ouvrir la porte automatique.

Ma montre marquait 6 heures et demie quand je descendis, sous le pont du Havre. D'après *La Presse* de la veille le soleil devait se lever à 7.20. Toute la rue n'était qu'une traînée de lumière où perçaient des feux rouges et verts se faisant des clins d'œil prolongés. Au-dessus de ma tête passait le pont noir, obliquant ensuite pour enjamber le fleuve; plus loin, des bicoques peinturlurées, des magasins sales s'enfonçant dans le sol. Un vieux chat blanc, moustachu, flegmatiquement m'examinait, de la vitrine d'une épicerie.

On m'avait dit: "Rends-toi d'abord dans l'Est, c'est là surtout que tu trouveras des noms français".

Et je cherchais (...Heiner's, Mack's, National House Furniture, Fruit Market, un panneau-réclame de notre breuvage national, "Coca-Cola"). Je trouvai quelques noms français; c'étaient ceux de propriétaires de tavernes.

Je continuai à marcher, (...Montreal Shoe Store, Maison Natt, Chs Lord (French Canadian Store), Maison Fields, Papineau Log Cabin).

Un trait rose-chair se dessinait à l'horizon entre les parallèles sombres bordant la rue.

L'arrivée du soleil ne rendit guère plus fructueuses mes recherches. Après une demi-heure de marche, j'avais trouvé à peine quelques noms français, (Dupuis Frères, Pharmacie Montréal, Omer DeSerres etc), mais, par contre, dix fois plus de noms anglais ou juifs. J'arrivais à la rue St-Laurent. Ici, beaucoup de français, mais quel charabia! Un exemple convaincant; chez *Smoll's* annonçait une "Grande vente de débarras" où il y a "réduction sur toute lignes".

Trois filles ivres, l'une, la cigarette à la bouche, me frôlèrent en titubant (je me rappelai soudain que j'étais dans le "Red light district"); pestant contre un hoquet harassant, elles s'enfoncèrent, brusquement, dans une rue avoisinante.

Passé la rue Bleury, presque pas un mot de français! Cinémas (moins celui... de Paris), restaurants, magasins, etc., tout est entre les mains des gens de langue anglaise.

* * *

Je pourrais donc, maintenant, répondre que Montréal est une ville française de cœur, mais dont le visage porte un masque qui est anglais!

Plusieurs disent que notre ville ne pourra jamais être française, parce qu'elle est la métropole du Canada, un Dominion britannique; parce que les gens de langue anglaise ont le commerce en mains; parce que nous sommes des lâches n'osant affirmer en public notre nationalité (au restaurant, au magasin, partout...); parce que... parce que... et reporce que...!

Métropole du Canada; de ce titre, à bon droit, nous nous enorgueillissons! Toutefois, la ville de Toronto s'efforce, depuis 1929, de se l'approprier, de nous le "chipper". Française, notre ville aurait sûrement moins à craindre sa rivale ontarienne, américanisée.

Si nos hommes d'affaires comprenaient qu'il y va de leur intérêt qu'elle soit française, ils deviendraient, en peu de temps, ceux qui avec le plus d'acharnement lutteraient pour lui redonner un visage français.

Pour ce qui est de la manie de toujours parler anglais au premier venu, il suffirait de vouloir s'en corriger et de ne pas craindre de reprendre un compatriote qui ne s'adresse pas à nous en français.

Il me semble que l'air deviendrait plus respirable, que la vie serait plus agréable à vivre, que nous pourrions mieux supporter le joug économique de l'étranger et des Anglo-Canadiens (d'ici le jour où nous redeviendrons un peuple d'hommes libres), si nous pouvions réussir à faire de notre ville, la plus belle, c'est-à-dire la plus française de notre continent.

Paul-Marcel LEBEUF

Nos lecteurs sont priés de noter que durant juillet et août, la revue ne paraît pas.

Arborons le drapeau national le 24 juin et à l'occasion du Congrès de la langue française.

Pour aider à comprendre le problème universitaire

Nous appartenons à une génération qui ne croit pas aux demi-mesures, qui refuse de se limiter aux valeurs exclusivement matérielles. Cette même génération, par contre, croit fermement à la vertu de l'épreuve acceptée et comprise, à la nécessité du sacrifice volontaire, à la puissance irrésistible d'une intelligence passionnément éprise de la Vérité et d'une volonté soucieuse de l'étudier, de la comprendre, de la défendre, de lui faire rendre témoignage du Bien.

Ceux de notre âge, la majorité, se refusent carrément à reconnaître la primauté du bien particulier sur l'intérêt collectif, surtout dans le domaine fragile et vital des questions spirituelles et intellectuelles.

Nous croyons que la "Paix sur la terre aux hommes de bonne volonté", promise par les anges dans la plus mémorable des nuits, n'est accordée qu'à ceux qui réellement font preuve de bonne volonté, et non pas à ceux qui la simulent.

C'est dans cet esprit que nous abordons le tragique problème universitaire.

Il serait vain de chercher ici le secret d'obtenir en 24 heures les 3 ou 4 millions nécessaires au parachèvement des édifices de la montagne. Ceci en somme importe peu. Ce qu'il faut d'abord, ce

sont des cœurs qui veulent librement et sincèrement la délivrance de l'Université. Nous l'affirmons sans hésiter: le problème universitaire serait depuis longtemps résolu, si toute notre population, de l'artisan à l'intellectuel, n'avait perdu le sens des valeurs spirituelles et nationales. Nos forces religieuses ont beaucoup décliné. Nos soucis pour les choses de l'esprit n'ont guère été cultivés. Notre fierté nationale est atteinte de rachitisme.

Naifs sommes-nous de nous croire un peuple supérieur, quand nous demeurons immobiles en face du naufrage, de ce qui devrait nous apparaître comme le réservoir de nos énergies morales et intellectuelles: l'Université.

Que faire alors? Mais d'abord, de quoi s'agit-il?

D'une université catholique et canadienne-française.

Cette seule dénomination renferme les éléments des épreuves présentes. Se fut-il agi en effet d'une industrie anglo-protestante, la face des événements en eût été changée. Exemple: l'affaire de la Price Brothers. Quand il s'agit, pour les anglo-protestants de lancer une entreprise dont les bénéficiaires n'ont rien que d'aléatoires, personne ou à peu près ne trouve à redire; non pas, en tout cas, ceux de nos gens qui y placent des capitaux, capitaux qui doivent en définitive profiter à d'autres qu'à eux. Que leur reste-t-il aujourd'hui? A la chute des valeurs, en avons-nous entendu beaucoup invectiver les Price, blâmer les directeurs de la Brazilian Traction, condamner Sir Herbert Holt? Plus récemment encore, la Rubeck Gold Mines, par le

truchement d'un rapport frauduleux, faisait perdre des milliers de dollars à nos compatriotes. Nous les avons vus le lendemain de la mauvaise nouvelle. Qu'ont-ils fait ? Ils continuent de spéculer, c'est tout simple...¹

Il serait puéril de prétendre trancher le débat de cette façon. Nous voulions toutefois noter ce fait caractéristique de notre époque, de notre état d'esprit, véritable manomètre de notre tension culturelle. Le Canadien français, victime du matérialisme Xe siècle et de l'environnement étatsunien, a laissé corroder les belles qualités morales héritées des aïeux; il en est rendu à tout estimer au pied cube et au dollar. Une affaire rapporte tant ? Allons-y; de l'argent, en voici. œuvre d'instruction, de formation, d'éducation ? Ça paye-t-y ? Pas en piastres.—Alors c'est plus difficile.

Nous aboutissons à un phénomène difficile à penser, qui laisse les Anglais ébaubis; l'honnête homme, libre et de bonne foi, se refuse à en admettre la réalité, tant il est illogique: Un peuple qui s'obstine à croupir dans son ignorance, un peuple qui se refuse les moyens d'améliorer son sort, de se grandir à ses yeux et à ceux de l'étranger, tout un

¹ On a accusé l'U. de M. d'avoir spéculé et perdu ainsi \$400,000.00. Or cela est faux. \$1,190,617.00 furent consacrés à l'achat de titres et de valeurs de placement dont les revenus pour les trois années 1922, 23, 24 ont excédé \$200,000 au taux de 6½% en moyenne.

(*Annuaire* 1924-1925, p. 12).

A ajouter à cela un bénéfice net de \$56,000.00 réalisé sur partie de ces placements.

peuple qui refuse d'accepter, seul de sa langue et de sa foi, la tâche de rayonner la science française et la foi catholique, sur une portion de territoire où Dieu a voulu manifestement qu'il survécût, voisin d'une nationalité étrangère. Devant cette catastrophe, la foi nous oblige à constater la part du Ciel en face de la démission des hommes, de ceux qui n'ont pas voulu "aider le Ciel à les aider".

* * *

Le problème de l'Université, qu'est-ce ?

D'aucuns répondent: \$3,000,000 pour terminer les travaux commencés sur le Mont Royal. D'autres ajoutent: de quoi payer les professeurs. D'autres encore, plus soucieux, soulignent: de \$4 à \$600,000 annuellement pour pourvoir à l'entretien du nouvel immeuble.² Simple problème d'argent alors ? Il n'en est pas ainsi: là se situe une des causes d'imbroglio qui dure depuis 15 ans et qui n'est pas près de disparaître. La question universitaire relève à la fois de la finance et de l'intelligence. L'Université traverse actuellement une

² Il faudra exactement, pour parachever la construction de tout l'édifice: \$3,595,882.90.

Il en coûterait:

1 Pour compléter et aménager la partie des immeubles destinés aux facultés et écoles, \$1,801,296.00.

2 Pour compléter et aménager l'hôpital universitaire, \$695,255.00.

A ajouter une somme due aux entrepreneurs \$418,000.00.
Soit un total de \$2,914,551.00.

Alors qu'à la montagne on distrie buera l'enseignement dans des conditions de tout premier ordre, le budget sera de \$468,000.00, quand il en coûte actuellement \$432,000.00.

(*L'Action Universitaire*, juin 1935, p. 5).

double crise, financière et culturelle. C'est parce que l'une ne va pas sans l'autre, parce que l'une ne se résout pas sans l'autre, parce que l'on semble vouloir régler l'une avant l'autre et même indépendamment de l'autre, que cette crise s'éternise. Expliquons-nous.

Université: un mot qui a plusieurs acceptions différentes. L'Université, c'est l'ensemble du corps enseignant chargé de dispenser la haute culture, et en ce sens, le cardinal Villeneuve parlait de "l'école de haut savoir et source de directives sociales". L'Université, c'est aussi l'ensemble des bâtiments affectés aux salles de cours, aux laboratoires, aux bibliothèques.

A bien examiner la question, on est frappé d'un quiproquo qui n'a vraiment rien d'universitaire: celui-ci parle de l'Université et n'a en vue que la brique, les toits, le chauffage, etc.; celui-là méconnaît ces tristes réalités et ne songe qu'à l'enseignement, la formation, la nécessité d'attirer les compétences qui nous font défaut. Ce qui est davantage ahurissant, c'est que le plus souvent celui que préoccupe l'amélioration intellectuelle n'est pas lui-même de l'Université, tandis que l'universitaire proprement dit nourrit des soucis d'entrepreneur en construction!

Première raison de mécontentement qui nous rappelle certaine réflexion d'un chroniqueur à la fin du compte rendu d'une conférence de Gilson: "Nous ne comprenons pas pourquoi on a préféré de belles briques blanches à un professeur de la valeur de M. Gilson". Nous citons de mémoire.

Nombreux en effet sont-ils ceux qui, de l'extérieur, se sont posé pareille question. Ce n'étaient pas tous des imbéciles. Si aujourd'hui on critique moins cette préséance de la matière, d'aucuns la jugent une erreur. Elle est à coup sûr le point de départ d'une série de déceptions dont la fin devrait être prochaine. Chose certaine, au lieu de s'assurer un revenu suffisant pour payer les professeurs et les employés, au lieu de songer à faire venir ici les compétences nécessaires à tout peuple jeune forcément démuné de cerveaux supérieurs, on a préféré construire immédiatement. A tort ou à raison ?³

Il serait vain de porter, en période de crise, un jugement qui pourrait rallumer un incendie inutile. On peut et on doit cependant chercher les motifs qui ont déterminé l'érection d'un nouvel édifice. Pourquoi a-t-on voulu construire ?

Il faut se reporter 15 années en arrière pour comprendre comment cette idée a pu germer. 1922 : c'est l'après-guerre ; c'est aussi l'émancipation, Montréal se détache de Laval, devient autonome.

³ Il serait injuste de ne pas tenir compte du fait qu'on étouffe, rue St-Denis, que dans le temps on avait offert d'agrandir ou de reconstruire mais en cédant le terrain à plus de \$9.00 le pied quand celui de la montagne revient à 18 cents le pied.

A noter aussi que l'Université, ayant distrait de la souscription nationale \$486,262.08 pour la refecton de l'immeuble de la rue Saint-Denis et \$566,713.33 pour achat d'appareils, d'instruments, de livres, d'ameublements et couverture des déficits sur les budgets à partir de 1925-26, le public en a manifesté de l'humeur et a demandé qu'on réservât le reste pour la construction à la montagne.

(Chiffres recueillis dans l'*Album-Souvenir*, avril 1933, p. 17).

Pleine et entière liberté d'action consacrée par une Bulle papale, le 25 décembre, 1924. Donc esprit de liberté et de détente. Finies les heures de tristesse et de sujétion; 1924, c'était le début d'une grande prospérité. Voilà l'atmosphère du temps. Élément d'ordre historique.

Il en est un autre d'ordre physique. La vétusté des bâtiments, l'exiguïté du local. Il ne faut pas avoir grimpé souvent les escaliers ni arpenté les corridors du vieil immeuble de la rue Saint-Denis pour comprendre qu'on n'y était pas très à l'aise. Et l'organisation de la vie estudiantine: les courts de tennis empruntés aux Jardins LaFontaine, les salles de délibérations et de billards dans l'ancienne école vétérinaire; pas de terrains de jeux où les étudiants puissent s'entraîner chez eux. Bref, nous étions partout à l'étroit dans une maison démodée et sale. Pasteur, Claude-Bernard, Curie, n'avaient pas de vastes laboratoires à leur disposition. Soit. Mais ceux qui tiennent ce langage accepteraient-ils de bon cœur de patauger dans les laboratoires actuels de chimie et de physique? Et d'ailleurs tous tant que nous sommes, qu'aurions-nous fait à la place de ces gens? ⁴

Élément d'ordre psychologique enfin. Le voisinage anglo-étatsunien, les *big buildings*, le con-

⁴ Nous recommandons à ceux qui veulent se convertir, la lecture de la vibrante conférence du docteur Georges-H. Baril, l'un des nôtres qui ont donné le meilleur d'eux-mêmes pour la cause canadienne-française et catholique de l'Université.

cf: *L'Action Universitaire*, janv. 1936,

"Sauvez-nous! Nous périssons, p. 28.

fort moderne, ont certainement piqué notre fierté— notre vanité. Nous aussi nous avons voulu une belle université! Sentiment naturel, faiblesse peut-être, qu'il faut savoir comprendre.

La décision de construire à la montagne s'explique donc aussi du fait qu'en ce temps-là la primauté du spirituel était passablement dévaluée. Nous croyions alors fermement au libéralisme, aux "mythes de la prospérité, du progrès indéfini et de la bonté originelle, à la superstition de la science, en un mot aux idées humanistes . . . que le XIXe siècle avait héritées du XVIIIe,"⁵ Que celui qui n'a pas péché en ce domaine lance la première pierre. L'après-guerre a été marqué par un dévergondage général des idées et des mœurs auquel peu d'hommes ont échappé. Ce n'est pas sans mélancolie que nous constatons combien la discipline catholique était lâche, qui s'est avérée impuissante à faire prévaloir les vraies valeurs; la catholique province de Québec s'est fourvoyée elle aussi, tout comme sa grande sœur païenne, dans la recherche du bien-être matériel. Mal lui en a pris.

Prodigalités? Peut-être. Mais je vous le demande: de 1924 à 1930, qui n'a pas acheté des stocks, une villa, une automobile? qui n'a pas fait de grands voyages? qui a refusé des débuts à sa fille, une voiture à son fils? qui n'a pas acheté à tempérament un phono, un appareil de T. S.F., un ameublement de luxe? Qui, un seul instant, a

⁵ Gonzague de Reynold en: *l'Europe Tragique*, p. 19.

songé qu'à ce rythme, nous allions tous au diable ? D'ailleurs la souscription universitaire n'avait-elle pas été un succès ? Tous frais déduits, elle avait rapporté \$4,092,817.00 (gouvernement provincial: \$1,000,000.00; les MM. de Saint-Sulpice, \$1,000,000.00; les particuliers: \$2,092,817.00) dont les sommes perçues au 30 juin 1924 formaient un total de \$2,397,038.00. Début encourageant. Et puis, le gouvernement pouvait se permettre des largesses que d'aucuns pensaient indéfinies; la voirie, le tourisme, la commission des liqueurs, autant de mines d'or. Vraiment, le Pactole déversait ses eaux dans le Saint-Laurent. C'était le bon temps.

La guerre était finie; on avait assez souffert. Et le soleil de la prospérité se levait, tellement radieux!

A l'Université, comme ailleurs, certainement moins qu'ailleurs, on s'est laissé griser par la brise d'une ère nouvelle. Il fallait construire, c'était entendu. Où ? Trois endroits sollicitaient le choix: les Jardins LaFontaine, Maisonneuve, la montagne.

On opta pour le flanc nord-est du Mont Royal. Ce choix judicieux, heureux et justifiable allait devenir une nouvelle source d'épreuves imprévues, et, à notre sens, imméritées.

Il y eut, vers les années 27-28-29, une vigoureuse campagne d'opinion menée, dans un hebdo distribué gratuitement dans la partie est de Montréal. *L'Ere nouvelle*, poursuivant un but soi-disant désintéressé, au nom des intérêts de l'Est, offrait en pâture à ses lecteurs deux victimes: les Juifs et l'Université, cette dernière coupable de n'avoir pas

choisi le terrain de Maisonneuve, au centre (?) de la population canadienne-française. D'autre part tel journal, et ceci nous a étonné, n'a pas manifesté pour cet emplacement l'enthousiasme qu'on aurait souhaité.

Les deux arguments, pécuniaire et démographique, n'étaient pas sans valeur, surtout si l'on songe à la fraction importante de notre population qu'on a de ce fait indisposée contre les autorités universitaires et corollairement contre l'idée même de l'Université, — distinction trop subtile pour la masse . . . et même souvent pour les gens instruits. On ne peut donc pas aujourd'hui s'étonner d'une apathie aussi désespérément enracinée.

Mais enfin, pourquoi avoir choisi la montagne ?

a) parce qu'il s'agissait d'établir pour l'avenir un centre d'étude, retiré, loin des agitations et du bruit, où les professeurs pourraient travailler paisiblement, où les étudiants pourraient évoluer à leur aise;

b) parce qu'au point de vue esthétique, un pareil monument serait plus en valeur au flanc d'une montagne que dans la plaine;

c) parce que l'air serait plus sain et que le vent n'apporterait pas à la montagne les odeurs de pétrole de la Shell et de la McColl Frontenac;

d) parce que, si l'on fait le tour du Mont Royal, on trouve à Snowden des Anglais, à Westmount des Anglais, près de l'avenue du Parc, McGill et Royal Victoria, au terrain Jeanne Mance, des Juifs, à Outremont des Canadiens français et des Juifs,

à la Côte-des-Neiges des Anglais et des Canadiens français. Entre Outremont et la Côte-des-Neiges, un coin libre, d'où les regards portent au loin sur le lac des Deux-Montagnes et les Laurentides. Pouvait-on rester insensible à l'idée qu'un jour, si l'on ne se décidait pas assez tôt, le dernier emplacement disponible, le plus beau peut-être, à la Montagne, irait aux Anglais ou aux Juifs, et que le Canadien français, lui, dont les ancêtres avaient les premiers foulé ce sol, resterait encore à l'arrière-plan, en bas de la côte ?⁶

D'autant plus qu'à observer le mouvement démographique, il saute aux yeux que l'encerclement de la montagne s'accroît chaque jour et déplace le centre de population de l'île. Il y a 25 ans, Outremont n'existait pas; Notre-Dame-de-Grâces commençait à peine; Snowden et la Côte-des-Neiges, c'étaient des champs. Dans 25 ans, dans 50 ans, tout le flanc nord-est de la montagne sera habité. Pourquoi notre population canadienne-française de Maisonneuve ne se déplacerait-elle pas, à son profit.

Reste l'argument dollars. Ou bien dépenser 200 à 300 mille dollars⁷ de plus aujourd'hui ou bien se choisir délibérément la deuxième place quand on peut prendre la première. Le choix s'imposait, semble-t-il.

⁶ Avec Edimbourg, Écosse, et une autre, Montréal sera la seule à posséder pareil site.

⁷ La qualité du terrain de la montagne a nécessité une dépense supplémentaire de \$225,000.00 environ; non pas \$600,000.00, soit \$1,000,000.00 comme on l'entend dire.

Si les blâmes s'étaient arrêtés là! Hélas! non. Notre esprit critique s'est trouvé facilement d'autres sujets d'exercice: le choix de la brique, l'octroi des contrats, la construction en bloc, que sais-je encore?

Procéder par pavillons isolés fut déconseillé par toutes les personnes compétentes à cause du climat. Le chauffage prend une singulière importance dans le Québec. Construire des pavillons, cela signifiait pour chacun un ou deux murs de plus, exposés aux vents et aux froids, d'où augmentation du coût du chauffage. Il ya avait aussi économie à diminuer le nombre de murs extérieurs.

L'emploi de la brique blanche vitrifiée, impossible à composer chez-nous, présentait sur la pierre ou toute autre brique les avantages suivants: prix moins élevé; murs moins épais permettant ainsi un meilleur éclairage intérieur grâce à la plus grande réflexion de la lumière.

On pourrait peut-être — on peut toujours — critiquer certains contrats. A condition toutefois d'examiner les livres de l'Université, afin de parler en connaissance de cause.⁸

⁸ Un important document, relatif à la construction: excavations, fouilles, nivellement, terrassements; canalisation; fondation; érection de la bâtisse: entreprise générale, travaux d'électricité, système de chauffage, tuyauterie, fut publié dans *La Presse* du 18 janvier 1933. On y trouve la liste des soumissionnaires, le nom de l'entrepreneur choisi et le montant et la date de signature du contrat. Que désire-t-on de plus?

A maintes reprises d'ailleurs, quoiqu'on en ait dit, l'Université renseigna ses souscripteurs et le public. 13 janv. 1921, convocation des souscripteurs.

N'a-t-on pas même entendu de fort braves gens se plaindre de commissions exagérées, de "cadeaux", voire de vols. J'ai entendu pour ma part accuser tel monsieur d'avoir obtenu \$300,000. On m'avouait plus tard avoir été ridiculement trompé! Qu'il y ait eu ici ou là quelque écart — et encore faudrait-il y regarder à la loupe —, je n'en disconviens pas. En affaires, la régularité parfaite est tellement rare. Que les critiques commencent donc par se renseigner, qu'ils comparent les transactions de la M.L.H. & P. ou de la Price Brothers ou de P.-T. Légaré ou de R. Simpson ou de l'Imperial Tobacco, toutes corporations rarement blâmées, avec l'administration financière de l'Université de Montréal. Alors seulement pourront-ils nous dire où se trouvent les malversations. Toujours la paille et la poutre. Les grands catholiques que nous sommes prêtent facilement à la calomnie et à la médisance un sens différent de celui du dictionnaire.

Un regard du côté professionnel expliquera un autre aspect de la question.

En 1924, lettre circulaire couvrant la période 1920-23 et adressée aux souscripteurs (nous l'avons vue). Brochure intitulée: "Activités et besoins" adressée aux souscripteurs et aux députés, et dont le texte fut publié dans l'annuaire 1925-26; cf. pp. 272 à 292.

En 1929, brochure contenant un rapport financier sur la période 1920-28 adressée aux principaux souscripteurs.

Enfin, les annuaires distribués au nombre de 3,000 ont été expédiés chaque année, sauf en 1931, aux principaux souscripteurs.

Extraits d'une déclaration de M. Édouard Montpetit publiée dans *La Presse*, le 18 juin 1932.

La classe industrielle et commerçante, celle qui détient une part substantielle du capital-argent canadien-français, a-t-elle des attaches à l'Université de Montréal? Parvenus dans la vie grâce aux H.E.C. ou à Polytechnique, quand ce n'est pas sans ces écoles, nos hommes d'affaires gardent leurs sympathies pour ces deux institutions qui, affiliées à l'Université et convenablement logées, reçoivent par surcroît des octrois du gouvernement provincial: H.E.C.: \$164,000.00; Polytechnique: \$130,000.00 (annuaire 1931).

L'école de Chirurgie dentaire, elle aussi affiliée, est bien installée.

La faculté du Droit, n'accuse pas de déficit et se contenterait de peu dit-on.⁹

Il existe donc une forte proportion de notre classe influente que ne gêne pas la détresse actuelle; la crise universitaire ne les atteignant pas directement, leur attitude est plus indifférente.

Comment en telle occurrence frapper tout le monde au cœur? Quel ressort sera assez puissant pour lever l'obstacle qui entrave tout développement?

On le répète partout: il faut \$3,500,000.00 pour

⁹ Un professeur à l'Université nous a représenté que l'enseignement du droit, chez nous, en est encore à l'état embryonnaire. Il faudrait des professeurs de carrière (avec salaire convenable évidemment) chargés d'organiser les cours, de conseiller les élèves et de diriger leurs recherches. Il faudrait aussi qu'il s'y donnât en plus des cours, des conférences où l'étudiant exercerait, en plus de sa mémoire, son jugement. Cela nécessiterait des salles de cours et de conférences, une bibliothèque, des moyens de contacts plus faciles dont on ne dispose pas actuellement.

parachever la construction, pour l'immeuble, sans compter les \$468,000.00 annuels. Où trouver l'argent ? chez le peuple ? Voyons. Si l'on demandait à tous ceux qui ont un excellent revenu de contribuer \$1, \$5, \$10, \$25, \$50 ou \$100, en leur assurant qu'après cela tout serait fini; que les Canadiens français auraient enfin le noyau de la cité universitaire dont les enfants bénéficieraient un jour, que ce serait pour eux un objet de légitime fierté en même temps qu'un sujet d'admiration pour l'étranger, — ne trouverait-on pas en un touremain les \$3,500,000 indispensables ? Non, et qu'on ne parle pas aujourd'hui d'une souscription collective: la crise économique a passé, des fortunes ont été ébranlées, d'autres fauchées; et puis, il y a ceci que l'Université de Montréal ne jouit plus ni de la même confiance, ni de la même sympathie du public. C'est un triste fait, point crucial du problème. Le temps déjà a entrepris de l'user, mais les hommes de bonne volonté se font encore rares si l'on excepte l'Association générale des diplômés de l'Université de Montréal.

Crise de confiance, manque de sympathie. Oh! nous en savons quelques-unes de ces causes, plus ou moins insignifiantes en soi et dont la résultante fut pourtant fatale.

Notre esprit latin, critique, chicanier, individualiste qui fait que l'idée de chacun est la meilleure et doit triompher; qui nous fait blâmer et juger implacablement ce qui ne nous plaît pas.

Du défaut commun de juger des gens et des choses sans souci de l'inexactitude des informations: avec

des "il paraît que . . .", "j'ai entendu dire" et des "on dit" on en est venu à affirmer, sans sourciller s'il vous plaît, des énormités du genre ce celle-ci: les trois portes de la façade auraient coûté \$25,000.00! ¹⁰

Une troisième cause: attitude particulière rencontrée à l'Université commandée chez l'un par telle formation antérieure, chez l'autre par un souci de dignité, tantôt par la crainte de déplaire au gouvernement, ¹¹ tantôt par insouciance ou distraction, très souvent par simple devoir, attitude surprenante, énervante, inquiétude dont on semble n'avoir pas mesuré l'importance. Comme nous aurions aimé un corps universitaire, attentif à ne rien négliger, pour agrandir le cercle de ses amis — à commencer par ses étudiants —, attentif à resserrer et à renforcer les liens déjà existants. L'Université a négligé sa publicité; sa réputation s'en est ressentie.

* * *

Mais la situation actuelle tient davantage à un fait d'ordre plus élevé. La crise de la pensée moderne aura eu, du moins, ce mérite qu'elle nous aura

¹⁰ Il s'agissait en réalité de 1757 pertes intérieures pour lesquelles on avait versé une somme de \$25,000.00.

¹¹ On n'imagine pas à quel point l'ingérence politique a paralysé le mouvement d'expansion de l'Université. Souventes fois on aurait aimé relever le gant et faire taire certaines fausses rumeurs qui peu à peu ternissaient un blason qu'on aurait voulu conserver vierge. On avait besoin de l'État pour construire, pour vivre et l'État, bien discrètement, baillonnait en forçant l'Université à se taire. L'Histoire de demain se montrera plus explicite là-dessus.

montré notre triple puavreté morale, intellectuelle et nationale. Jamais on le répétera assez, ces trois forces, véritables ressorts de la vie d'un peuple nous faisaient défaut à notre insue. Il a fallu la crise mondiale pour nous le révéler, qui, en effleurant la question universitaire nous a montré la fragilité des œuvres humaines. Nulle part, depuis de longues années, on s'était soucié d'enseigner au peuple le rôle exact, la valeur réelle de la pensée, la puissance et la richesse inépuisables de la philosophie catholique. Enseignement livresque, sec et sans saveur d'une religion et d'une science transmises un peu comme un héritage dont on a oublié la signification. Personne n'était préparé à comprendre le rôle primordial d'une "Université, école de haut savoir et source de directives sociales", parce que jamais, — sauf de rares exceptions — on ne s'était imaginé d'enseigner au peuple; à la petite école et à la grande, dans des assemblées publiques ou dans la presse l'importance, la puissance, la nécessité d'un foyer de pensée d'où rayonneraient les feux convergents des sciences, des lettres et des arts; d'un centre de vérité, — phare lumineux qui guiderait dans le brouillard des troublantes théories modernes — modernisme, socialisme, matérialisme, fascisme, etc. Les pas hésitants d'un peuple encore novice. La compréhension du rôle de l'Université a fait défaut; la fierté de race, l'orgueil national capable des plus nobles efforts manque encore. Nous sommes là, béatement figés aux pieds d'un monument inachevé,

nous voyons ses professeurs, les nôtres, ceux de notre sang, que nous avons produits et qui souffrent dans leur esprit et dans leur chair, leur plainte ne nous va pas au cœur. Froids comme des marbres nous assistons, sadiques à leur misère. Pour quelques êtres qui y déplaisent; pour une opinion qui n'a pas prévalu on aimerait voir s'écrouler un rêve où l'on avait mis, il n'en faut pas douter, plus d'amour que d'orgueil. C'est à croire qu'il coule encore dans nos veines du sang d'Iroquois.

* * *

Le sort de la mission de l'Université est dorénavant lié à celui de l'édifice. Il ne s'agit plus de discuter si le geste fut précoce ou maladroit, si nous continuerons d'être les instruments de quelque justice vindicative, si nous ne sommes pas prêts à regarder les faits sans pleurer, du moins sachons le faire sans maudire.

Le temps, en infusant un sang nouveau, en suscitant des jeunes cerveaux et des cœurs ardents, disposés à donner le meilleur d'eux-mêmes et plus compréhensibles des besoins de notre époque, le temps a fait sa part.

Reste la tâche des hommes.

Université: problème financier que seuls la sollicitude attentive de l'État et des gratifications particulières pourront résoudre aujourd'hui, demain, toujours.

Nos hommes riches sont peu nombreux, la crise économique les a affectés, ils ont à soutenir une

lutte éreintante parfois à armes inégales pour triompher de la concurrence anglo-étatsunienne. Une absence quasi totale d'esprit national et coopératif, une réparation inadéquate, une méconnaissance de la valeur française même dans le domaine économique ¹² un snobisme stupide d'anglophilie ont arrêté dans leur essort certains des nôtres, bien disposés mais actuellement impuissants à collaborer de leurs deniers. Il en est d'autres chez qui l'on ne s'est pas soucié de développer ce goût, cet amour, cette fierté pour l'instruction qu'on admire tant chez nos voisins, pourtant doués d'une culture bien matérialiste. ¹³ Cette propension à soutenir

¹² Sur la valeur économique du français, sur la valeur actuelle du nationalisme dans les affaires, on pourra lire avec profit:

- a) La très solide conférence de M. Édouard Montpetit, intitulée: l'Avenir Économique des Canadiens-français. (Bulletin de la Chambre de Commerce de Montréal, No de février 1935, pp. 17 à 21).
- b) Le brillant exposé de l'abbé Groulx sur "L'Économie et le National" (Le Document, No 22, mars 1936, au *Devoir*).

¹³ L'*Action Universitaire*, revue des diplômés de l'Université de Montréal, a eu l'ingénieuse idée de renseigner ses lecteurs sur les dons et legs aux différentes universités du monde, des États-Unis surtout. Chaque mois elle leur apprend des gestes comme ceux-ci:

Au cours de 1936, l'Université de Columbia a reçu en dons, quelque \$400,000.

Grâce à un don de 100,000 livres que vient de lui faire Sir Arthur Sutherland, etc. . . .

Depuis le début de l'année 1937 (en 3 mois), le Fonds des Anciens de l'Université Columbia a déjà reçu \$60,000.

Au cours de l'année 1936, 8,883 Anciens de Harvard ont versé à leur Alma Mater la somme de \$258,087,00.

L'Université d'Amherst (Mass.) est l'heureuse bénéficiaire de deux legs importants: un de \$300,000 et un de \$100,000.

si généreusement leurs grandes œuvres éducatives ne leur est pas venue sans que d'autres n'y eussent mis la main. Ainsi en devra-t-il être ici. Toujours la question de formation qu'on retrouve à l'origine des grands succès.

Et l'État ? Eh ! bien, l'État chargé d'administrer les biens de la nation dans l'intérêt de la collectivité n'oubliera pas qu'il n'est qu'un mandataire.

Et l'État ? Délégué aux fins d'administrer ses biens selon ses meilleurs intérêts, muni de pouvoirs suffisants pour faire respecter l'ordre et régner la paix, le gouvernement, c'est son devoir, doit tout faire pour donner au peuple qui l'a élu les moyens suffisants à un plein épanouissement. La nation, comme l'homme a besoin d'autres aliments que du pain et des jeux, son cerveau, comme ses membres demande à se mouvoir, et le cerveau d'une nation quel est-il, sinon l'ensemble des corps enseignants, qui forment une Université. Même si cet être est encore jeune, et à plus forte raison s'il est malingre, faut-il en prendre un soin plus diligent. Même s'il s'est trompé, si à un moment donné il a donné une commande un peu hâtive, il faut savoir lui pardonner, en songeant aux erreurs que chacun aurait pu commettre en se demandant sincèrement ce qu'on aurait fait à sa place.

De sept. 1936 à janv. 1937, l'Université de Cornell a reçu, en dons et legs, la jolie somme de \$809,979.

Etc., Etc.

Évidemment on ne nous a pas élevés dans ce sens-là. Il serait peut-être sage de mettre ces exemples sous les yeux des plus jeunes pour qu'ils grandissent avec d'autres sentiments que ceux de leurs grand-pères.

Nos professeurs vivent dans un état de dégoût continu. Nous avons vu que les responsables de cet état de choses doit se chercher autant dans les événements que dans les hommes, les jeunes surtout sont irresponsables. Pour eux, pour d'autres déjà, moins jeunes, qui sincèrement et de bonne foi ont mis leur cœur et leur vie dans la création d'un foyer solide de culture, nous demandons le respect. Ne nous laissons pas arrêter par quelques personnages plus déplaisants pour oublier une œuvre qui ne doit pas périr. Et ne l'oublions pas : la valeur d'une Université se mesure à la grandeur des cerveaux et des cœurs qui l'animent et à la somme des sacrifices qu'on lui consent.

Georges-E. CARTIER

**Arborons le drapeau national, le 24 juin
et à l'occasion du Congrès de la
Langue française.**

Notre-Dame du Canada

(Suite)

C'est le retour rapide vers Québec. Le merveilleux réalisateur avait hâte de voir monter vers le ciel, comme sa prière, le sanctuaire promis,¹ monument qui symbolise l'action efficace de la Mère du Canada dans l'orientation de nos destinées religieuses et politiques.

* * *

Tout le pays, en 1636, était donc officiellement consacré à l'Immaculée. De ce jour, la petite colonie est solidement ancrée sur les bords du Saint-Laurent. Elle résistera à tous les orages, guerre, famine, épidémie. Et quand l'impuissance des hommes apparaîtra évidente, quand le P. Vimont s'écriera: "La colonie est perdue si elle n'est promptement secourue", l'heure de Notre-Dame sonnera.

En 1640, que fallait-il pour sauver le Canada? Un groupe d'hommes et de femmes, au tempérament de héros, assez surnaturels pour renoncer à tout intérêt commercial et travailler uniquement

¹ Dans un document conservé aux archives du Séminaire de Québec, on peut lire que "L'an 1633, Champlain fit bâtir la chapelle de Notre-Dame de Recouvrance aux frais de Messieurs de la Compagnie des Cent Associés, et que les Pères de la Compagnie de Jésus l'entretenrent d'ornements de cire jusques au mois de juin, 1634". Cité par M. le chanoine H.-Arthur Scott, dans *Le Premier Congrès Marial de Québec*, (*L'Action Sociale*, 1929), p. 330.

au salut des âmes; assez énergiques pour construire, au cœur de la barbarie, un établissement, foyer ardent d'où rayonnerait la *civilisation catholique* et française. Projet audacieux! Réalisable? Certes. Il était l'œuvre de Marie. Pour l'exécuter, elle inspire miraculeusement MM. de la Dauversière et Olier; ils fonderont la Société de Notre-Dame-de-Montréal. Elle leur envoie des recrues d'élite: une Jeanne Mance pour fonder un hôpital,¹ une Marguerite Bourgeoys pour enseigner et civiliser les sauvages, etc. Elle-même leur trouve un chef, l'âme de cette entreprise qui mobilise tant de nobles courages. Il se nomme Paul Chomedey, sieur de Maisonneuve. Vrai chevalier sans peur et sans reproche, digne fondateur d'une cité mystique dont l'emplacement, choisi par la Vierge, reçut le nom de Ville-Marie.

Ville-Marie! "Ce mot évoque un paysage d'histoire héroïque où flotte une atmosphère de légende. En aucun point de notre pays l'on ne vit pareille floraison d'héroïsme dans un décor aussi surnaturel. Jamais réalité ne ressembla plus à la fiction.

Pendant vingt ans, la colonie naissante fut un noviciat de chevalerie... Pour protéger les travailleurs des champs, on décide d'organiser un camp volant. Ce furent les "Soldats de la très sainte Vierge". Le devoir de ces braves n'est pas un jeu. Il s'agit de faire le guet autour de l'enceinte, épier un ennemi rusé, féroce. "Les Soldats de la très sainte Vierge" assument à tour de rôle le périlleux devoir de gar-

¹ Mlle Jeanne Mance fut "l'un des principaux instruments dont Dieu voulait se servir pour l'établissement et la conservation de la nouvelle colonie". Faillon, *Histoire de la Colonie française en Canada, (Ville Marie, 1865)*, I, p. 411.

diens de la cité; ils sont un pour chaque jour. Chacun en prenant son poste se tient prêt à mourir; il se confesse, communie et part pour sa ronde. Le soir, on le ramassera quelquefois mort et sans chevelure; une balle invisible partie d'un buisson, un tomahawk surgit derrière un arbre l'a abattu traîtreusement. Qu'importe. Les rangs se reforment; le lendemain un autre "Soldat de la très sainte Vierge" reprend le poste de mort, car personne ne voudrait se dispenser de l'espérance de mourir¹.

Ville-Marie! Ce poste d'avant-garde avait surgi à une heure providentielle. Le Canada entra dans une période de sang et de feu. Un vent de haine secoua l'îlot de civilisation. Le grand conseil de guerre iroquois l'avait juré: les visages pâles de Ville-Marie ne verront plus reverdir la feuille de l'ormeau. La tempête se déchaîna, terrible. "Ville-Marie n'est plus", disait-on à Québec. Fausse alarme. Le poste avancé existait, toujours debout, en sentinelle. Les ravages n'étaient pas loin... La tourmente avait émietté les tribus huronnes, martyrisé d'héroïques religieux jésuites: saint Jean de Brébeuf et ses compagnons, broyé de jeunes preux, Dollard et ses amis, "sacrifiés volontaires qui ont inscrit, dans l'histoire du monde, l'un des plus beaux gestes de chevalerie". Les forces vives de la colonie étaient brisées; c'en était fait de sa survivance, quand, au-dessus de cette atmosphère d'héroïsme et de mort, la puissance qui protégeait Ville-Marie se dressa devant l'Iroquois: "Tu n'iras pas plus loin!" Si manifeste fut l'intervention que le P. Ragueneau la signalait dans les Relations:

¹ Abbé Lionel Groulx, Notre Maître, le Passé, (Montréal, Biblio. de l'Action Fr., 1924) p. 27.

"Ce pays n'a subsisté que par miracle. Les colons attribuent leur conservation à leur recours extraordinaire à la sainte Vierge dont il y avait un oratoire dans chaque établissement, l'un dédié à Notre-Dame de Lorette, l'autre à Notre-Dame de Liesse, les autres à Notre-Dame des Vertus, à Notre-Dame de Bon-Secours".

Tel fut le *miracle de la civilisation en terre canadienne*.

* * *

Mais la barbarie une fois domptée, d'autres dangers viendront bouleverser la frêle colonie, et d'autres faveurs, la sauver de l'abîme. L'invasion étrangère menacera notre avenir religieux. La foi de nos pères connaîtra des heures dramatiques, des jours ténébreux. Mais leur ardente confiance obtiendra de Marie le *miracle de la foi*.

En 1690, une flotte bostonnaise de trente vaisseaux, portant 2,300 hommes s'avance à l'assaut de Québec. L'amiral protestant, sir William Phipps, connaît l'état de la colonie et ses forces de résistance... misérables. La victoire est certaine; il n'a qu'à paraître... Mais, il ignorait la valeur guerrière d'un Frontenac. A l'envoyé de l'amiral, le gouverneur aurait répondu avec une désinvolture royale.

C'est la bataille. Frontenac malgré son panache, ses soldats malgré leur bravoure, auraient peut-être été défaits, s'ils n'avaient pas compté sur un appui d'une force supérieure à leurs armes, force surnaturelle. Pendant qu'une pluie de boulets défonceait les toits, la cité priait. Prière de l'âme canadienne en détresse, procession des fidèles, des Congréganistes en l'honneur de Marie, promesse

de construire une chapelle sous le titre de Notre-Dame de la Victoire.

"A mesure que le danger augmentait, les prières publiques redoublaient dans toute la ville. Les citoyens avaient pris pour patronne et protectrice la très sainte Vierge."¹

Cependant, les Québécois n'étaient pas froussards; leur confiance frisait la témérité. De la rade, on les voyait se balader dans les rues, aller à leurs affaires et se rendre à l'église comme à l'ordinaire. On voyait surtout une bannière de la Vierge flotter dans la brise, fixée

"en haut du clocher de la grand'église. C'est sous ce saint drapeau que nos pauvres habitants ont combattu et vaincu."²

Ce nouveau labarum attira dans ses plis la victoire. Marie combattit pour la petite chrétienté française. Elle connaissait le dessein des hérétiques bostonnais:

"Chasser du Canada les Ecclésiastiques et les Religieuses; ...quant aux Jésuites, on leur devait à tous couper les oreilles pour en faire des chapelets aux bandoulières des soldats, et puis leur casser la teste."

Phipps battit en retraite, profondément humilié. Il laissait aux mains des vainqueurs le plus glorieux des trophées: le drapeau amiral. En se retirant, il se plaignit amèrement d'avoir été trompé par les prisonniers français et de ce que "les boulets

¹ Histoire des Ursulines de Québec, I. p. 472.

² Thwaites, *The Jesuit Relations and Allied Documents*, t. LXIV, p. 46.

étaient trop gros (!); il aurait même témoigné qu'il voulait en apporter un à Boston pour se disculper".

Son unique souci ? Se trouver une excuse ! Tandis que, sur le chemin du retour, l'amiral vaincu roulait dans sa tête ces sombres pensées, Québec était tout à la joie, chantant sa reconnaissance par un *Te Deum* et la récitation fervente des Litanies de la Sainte-Vierge. De plus,

"en mémoire d'une protection de Dieu si visible, obtenue par l'intercession de Notre-Dame, on donna le nom de Notre-Dame de la Victoire à une église commencée depuis quelques années." ¹

1711. Vingt et un ans plus tard. La revanche. Toutes les forces protestantes des colonies anglaises sont mobilisées pour démolir l'empire catholique du Nouveau-Monde. Cette fois, c'en est fait de la Nouvelle-France. Elle sera prise dans un étau. Par terre et par mer, les troupes s'avancent quatre fois supérieures à celles du Canada (20,000 hommes contre 5,000). Nicholson, avec 4,000 soldats, se dirige vers Montréal par le lac Champlain; Walker, avec une puissante escadre et 16,000 hommes, cingle vers Québec.

Averti de l'imminence du péril, le gouverneur Vaudreuil organise la défense et demande des prières à toute la colonie. L'heure est des plus graves... La colonie est-elle prête à subir un changement d'allégeance ? Sa foi est-elle assez vive pour se

¹ Thwaites, loc. cit., p. 46. Pour commémorer ce glorieux épisode de la "Guerre de la Ligue d'Augsbourg", Louis XIV fit frapper une médaille avec cette inscription en exergue: *KEBECA LIBERATA, M-DC-XC.*

développer dans une atmosphère protestante ? Pas encore... Il faut, pour l'enraciner au cœur des croyants, un autre miracle. La prière l'obtiendra. De l'humble maison, des monastères, des églises montent de brûlantes invocations...

"Nous faisons, tous les jours, des prières publiques, écrit le P. Germain, dans toutes les églises, surtout à la sainte Vierge..."

Aux habitants des côtes, Vaudreuil avait ordonné "de dénoncer l'approche de la flotte ennemie par des feux allumés de proche en proche sur les hauteurs. Mais les falaises restent sans flammes et ne transmettent aucune alarme..." Eh bien ! où mouille-t-elle cette flotte immense qui arrachait ce cri d'exultation à Lord Bolingbroke : "Vous pouvez être assuré que nous sommes maîtres à l'heure qu'il est de toute l'Amérique Septentrionale" ?... Dans une nuit de tempête extrêmement violente, elle s'est tragiquement fracassée sur les écueils de l'Île-aux-Oeufs. Walker, découragé, rebroussa chemin ; Nicholson, démoralisé, recula sur Albany. Qui donc avait brisé l'orgueil britannique sur les récifs du Saint-Laurent ?

La réponse se trouve sur les lèvres de la sainte recluse, Jeanne Leber.

"La sainte Vierge est gardienne de ce pays... Nos ennemis mettent leur confiance dans leurs armes, nous mettons la nôtre en la Reine des Anges que nous invoquons ; sous sa protection, nous espérons vaincre nos ennemis."

L'histoire enregistra un nouveau "coup extraordinaire et miraculeux du ciel", et la chapelle

votive de 1690 reçut le nom de Notre-Dame DES Victoires. Voilà les hauts faits surnaturels que chantent les cloches du célèbre sanctuaire...

* * *

Passé glorieux, semé de miracles aux tournants les plus tragiques de notre histoire...

Passé religieux, dominant toute la vie nationale: quelle splendide leçon de fierté chrétienne et de confiance enflammée.

Aujourd'hui, la puissance de Marie n'a pas diminué; sa bonté, non plus. Ce qui a diminué, c'est *notre* confiance; ce qui n'est plus, c'est la foi vive. Et cette merveilleuse épopée mariale est close, bel et bien close... à moins que notre dévotion ne sorte de sa torpeur routinière, à moins qu'elle ne se renouvelle à fond dans un climat véritablement marial.

Eh bien! élevons donc les yeux sur la Mère du Canada, et disons-lui, une bonne fois, que nous l'aimons de tout notre cœur, en fils reconnaissants.

NOTRE-DAME DE ROCAMADOUR... comme au temps de Cartier, nous fera découvrir un remède aux maux de notre temps: fléchissement des volontés, foi satisfaite du "porteur d'eau", patriotisme apathique sans aucun "feu sacré", égoïsme renfrogné d'automates, "aurea mediocritas" de névrosés encroûtés qui tournent le dos à tout apostolat social et national...

NOTRE-DAME DE RECOUVRANCE... comme au temps de Champlain, donnera un vif essor à l'œuvre essentielle de la *colonisation*; moyen

nécessaire d'assurer la survivance de notre peuple; seul moyen de protéger cette robuste jeunesse qui a horreur du désœuvrement, et pourtant, faute de besogne, émiette ses forces dans l'inertie...

NOTRE-DAME DE BON-SECOURS... reconstruira l'antique Cité Chrétienne de Ville-Marie, foyer de civilisation *catholique* et française!... Hélas! on ne vit plus dans une atmosphère d'héroïsme... mais dans une fièvre d'*exploitation* éhontée; et voilà que les masses sont travaillées par les meneurs bolchevistes; le pauvre est séduit par le mirage du paradis moscovite dont l'entrée paraît accueillante parce que fleurie d'inscriptions mensongères, mais dont le dedans est un enfer...

NOTRE-DAME DES VICTOIRES... Ah! comme il faut la supplier de protéger nos familles, nos écoles, nos paroisses, de conserver, pure de toute trahison la foi dans l'âme de tous les Canadiens et de ces patriotes dispersés aux quatre coins du continent. Car ils ont une mission à remplir: proclamer, à la face de l'Amérique et du monde entier la primauté et les droits du spirituel chrétien.

"Sainte Marie, éclaire-nous!
Que notre race ne s'enténébre pas
dans les ivresses, la fumée et l'orgueil de la matière!
Oui, déchire de ta splendeur la nuit obscure
qu'aujourd'hui sur le monde entier le mal répand;
avec ton fils, ô mère, éblouis les malfaiteurs
qui sèment l'ivraie."¹

Notre-Dame du Canada, veillez sur notre patrie!

Laurent de COURVILLE

¹ La Gerbe de Mistral à l'autel de Marie.

Vous pouvez le répéter...

Un beau voyage

C'est celui que nous avons fait aux Trois-Rivières. Chaque année la *Ligue d'Action Nationale* tient une réunion plénière à laquelle ses membres de l'extérieur participent. Elle ne pouvait avoir lieu dans une ville plus dynamique que la capitale de la Mauricie où nous fûmes les hôtes de l'abbé Albert Tessier. Quelques membres des Jeune-Canada s'étaient joints aux toujours jeunes membres de notre ligue que les malins confondent avec la Ligue de la Fronde. Les frondeurs ayant donc besoin d'une ermitage quiet se dirigèrent vers les Trois-Rivières où ils trouvèrent un gîte où l'on pense. En ce gîte où l'on pense, il fut question non pas de coup d'état, ni de coup de force, mais de coups d'épaule à la roue de l'état français dans la Confédération si possible, et hors de la Confédération, si impossible, *horresco referens*. Notre revue, comme bien l'on devine a décidé de contenter tout le monde et son père. Tâche difficile. A l'avenir, elle veillera à sa critique littéraire, n'en déplaise aux mercantis de tout acabit; elle permettra à Etienne Robin de dire toute la vérité, rien que la vérité, sous le couvert d'un pseudo, facile à dévoiler grâce au dictionnaire des pseudonymes canadiens; à André Marois, de corriger Jacques Brassier, sinon à celui-la d'être plus caustique que celui-ci; elle publiera une série d'articles synthétiques à l'adresse de certaines jeunesses qui cherchent encore une doctrine commune, comme l'ami Pierrot, qui trouva jadis, volets clos, je ne sais quoi; elle rappellera à nos compatriotes qu'il leur faut un drapeau, comme les Boers; elle soignera sa tenue typographique, pour gagner les plus difficiles; elle épaulera toutes les tentatives de rénovation nationale, en payant quelquefois de sa tranquillité; elle tâchera enfin de convaincre les abonnés retardataires à s'acquitter de leur dû etc., etc., etc. Bref, l'*Action nationale* vivra dans le dévouement, certes, et dans le dénuement, s'il le faut, afin qu'un peu de soleil, qui luit pour tout le monde, brille pour notre race enfin.

Pour nous grandir

Ce titre implique que nous sommes quelque peu ratatinés. Ceux qui veulent mesurer notre envergure n'ont qu'à se rappeler que ce titre est celui du dernier ouvrage de Victor Barbeau. En des pages denses qu'anime une langue acérée, Barbeau fait le procès de notre enseignement. Tant pis pour ceux qui croient qu'en ce domaine la bonne volonté suffit. Cet ouvrage, rempli de formules, de traits vengeurs, de pages synthétiques, vigoureuses et vengeresses, où l'on voit ce que des ânes ont réussi à faire d'un peuple de héros, qui nous donne envie de pleurer, tant le tableau qu'il décrit est réaliste et véridique, cet ouvrage dont on ne peut presque rien contester, malgré quelque pessimisme, reste un livre qu'il faut lire. Nous venons de le relire et nous pensons dans notre for intérieur: "allons ensuite croire que les congrès nous sauveront".

Education nationale à l'école primaire

Voilà une brochure publiée par les Frères du Sacré-Cœur que nous recommandons à tous les maîtres, clercs et laïcs. C'est un essai de manuel, sous une forme catéchistique, de l'éducation nationale. Elle dit tout ce qu'il faut dire dans le domaine théorique et pratique. Sa forme dialoguée fera passer, goutte à goutte, la doctrine que notre revue a élaborée. Elle aura le mérite de venir en aide à tous les maîtres de chez nous qui, leur bonne foi étant hors de cause, oublient qu'il est un art de former une génération de petits Canadiens français cent pour cent. Les Frères du Sacré-Cœur, en introduisant la doctrine dans la méthodologie, rendent service. Ceux qui l'ont élaborée ont sciemment évité d'empiéter sur le terrain du praticien de la pédagogie. Que les pédagogues s'emparent maintenant de cette doctrine et la mettent à la portée des maîtres de l'enseignement primaire, voilà une preuve que des doctrinaires n'auront pas prêché dans le désert, ni semé dans un sol où l'ivraie de la routine étouffe les blés qui veulent mûrir, comme les nénuphars blancs de François de Curel qui n'attendaient qu'un peu de soleil pour s'épanouir.

Notre drapeau

C'est le drapeau bleu fleurdelisé, à croix blanche. Il se répand et se popularise, dans les écoles, au fronton de nos édifices publics. Hélas! disons toute la vérité. Trop des nôtres lui préfèrent n'importe quel étoffe chamarrée. Signalons, pourtant, qu'un des nôtres en a vu à profusion, à sa grande joie, dans la ville de Valleyfield. Le séminaire de cette ville donne à notre drapeau sa place d'honneur. Puisse l'exemple être partout imité et que l'on ne voit plus dans les maisons où, prétend-on, l'éducation nationale progresse, d'immenses Union Jack. Nos lecteurs se doivent d'atténuer par l'acquisition et le déploiement de notre drapeau, la profusion de drapeaux anglais qui, cette année, sévira, lors de la Saint-Jean-Baptiste, vu les achats massifs à l'occasion du couronnement. Que devant la maison où se déploiera notre drapeau, il nous soit possible de dire: ici habite un compatriote.

A un correspondant

A un correspondant qui s'inquiète de l'authenticité des statistiques publiées par Etienne Robin dans sa chronique de mai, nous répondons; Ces statistiques se trouvent éparses dans le dernier annuaire des statistiques fédérales et dans les divers rapports du recensement. Nous avons omis, dans notre relevé, de signaler les chiffres sur notre situation religieuse, hiérarchiquement parlant. Nous aurions pu montrer que, eu égard à notre population, nous n'avons point le nombre correspondant de postes supérieurs. Ici comme ailleurs, notre influence décroîtra dans la mesure où nous laisserons des huruberlus nous prêcher la largeur d'esprit.

Le Père Marquette

L'Action nationale a commémoré le 13 juin, à la villa des retraites La Brocquerie, à Boucherville, sur l'emplacement même où demeurait Pierre Boucher, ancien gouverneur des Trois-Rivières et fondateur de Boucherville, le troisième centenaire de la naissance du Père Marquette, découvreur du

Mississippi avec Louis Joliet. La cérémonie, à laquelle assistaient plusieurs centaines de personnes, s'est déroulée sous les bruissants ombrages de la villa. Il y eut allocutions par Maximilien Caron, un de nos directeurs, le Père Léon Pouliot, S.J., le juge Fabre-Surveyer, représentant de la Commission des sites et monuments historiques du Canada et Mgr Ferréol Jobin, curé de Varennes, représentant officiel de Mgr Forget.

La Semaine sociale

Elle tiendra ses assises à Saint-Hyacinthe, au cours de l'été. Il va sans dire que plusieurs membres de notre groupe y participeront, dont le Père Archambault, S.J., l'animateur de ce mouvement au Canada. Il y sera question de la coopération. A tous nos lecteurs qui le pourront, invitation d'en être des auditeurs nombreux.

Vacances

Mot magique qui fascine jeunes et moins jeunes. Invite d'aller par nos champs et nos rives nous emplir l'âme de la nature canadienne; appel des lacs laurentiens qui reflètent tant de ciel; attirance de la solitude qui, avec la prière et la souffrance, fait les saints et les patriotes, ceux qui se réfléchissent sur eux-mêmes pour mieux ensuite servir Dieu et Patrie; voilà le sens carillonnant du mot vacances. Il ne signifie pas un arrêt, un vide, une rupture, un hiatus. Vacances veut dire, au contraire, changement, halte, repos. Changement qui fait ensuite mieux aimer la besogne quotidienne et la grisaille de nos gagne-pain; halte qui permet de mesurer le chemin parcouru pour franchir plus vite l'étape prochaine; repos qui refait les forces non pas seulement du corps mais de l'âme.

Vacances soyez pour tous nos lecteurs calmantes, reposantes, roborifiantes.

Etienne ROBIN.

Les vérités qu'il faut redire

“J'en viens à la forme la plus attristante de notre abaissement, celle qui a pour lieu et pour organe l'école.

On nous bilinguise férocement tous nos petits et nos grands enfants. Mais enfin, pourquoi apprenons-nous l'anglais? J'en vois deux motifs raisonnables: 1) pour nous cultiver; 2) pour DOMINER notre compatriote sottement unilingue. Il n'est point de civilisé aujourd'hui qui ne sache une seconde langue vivante à part sa langue maternelle. Il est également certain qu'en étudiant la langue de nos rivaux, nous acquérons sur eux un élément de supériorité; avec un peu d'esprit, nous pourrions alors, en pouvant mieux les connaître, mieux les mettre à notre main.

Bien au contraire nous étudions l'anglais pour mieux enfiler le joug. Notre bilinguisme précoce n'a jamais eu d'autre but. Le bilinguisme écoeurant de nos institutions d'enseignement commercial a pour fin avérée de pousser les nôtres aux petites besognes des grosses affaires anglaises. Pourquoi, la méthode de dactylographie des Sœurs de la Congrégation de Notre-Dame est-elle si scrupuleusement bilingue, sinon pour que la fillette puisse, plus tard, faire aussi brillamment dactylo anglaise que française? Pourquoi, dans tel collège québécois de la frontière ontarienne, nos petits Canadiens français de *third*, *fourth*,

fifth form apprennent-ils *en anglais* (c'est inouï) l'histoire de leur nationalité canadienne-française ? Afin, c'est sûr, de mieux pourvoir de domestiques le royal Vainqueur!...

L'Anglo-Saxon est, à l'heure actuelle, sur le globe terrestre, la personnification de l'orgueil. Quiconque ne se plantera pas devant lui avec une intraitable fierté, avec une éclatante conscience de sa propre valeur, et de son propre droit à l'existence, sera brimé, broyé, détruit sans la plus légère nuance de pitié. Mon rêve personnel est que nous ayons un jour tous les non-Anglais de notre côté, *par la langue* afin de former contre-poids numérique à l'élément de langue anglaise. Quelques Irlandais à qui j'ai proposé de se ranger, ici, au Canada, à la culture française, ont accepté d'enthousiasme la proposition. Naturellement, il faudrait un mouvement d'ensemble. Je ne désespère pas de pouvoir le susciter. Les Irlandais ont trois formidables raisons pour pencher de notre côté: 1) la tendre sympathie que leur a toujours accordée la France, en Europe; 2) l'intérêt de leur foi, rudement exposée du fait de la langue anglaise; 3) une sorte de fierté qui devrait les détourner de la langue et de la culture de leur oppresseur. Le Congrès de juin trouvera peut-être un nouveau Quinn pour dire au grand jour ce dernier faisceau de bonnes vérités".

[La Boussole]

Auguste BENOIT

Table des matières

JANVIER

<i>La marche à l'étoile</i> — L'ACTION NATIONALE.....	3
<i>Pour une politique nationale</i> — Maximilien CARON.....	5
<i>Vingt-cinq ans d'action intellectuelle</i> — Hermas BASTIEN..	18
<i>La fécondité de l'argent, mécanisme contre nature</i> — André LAURENDEAU.....	24
<i>Nationalisme du technicien</i> — R.-M. DANSEREAU.....	44
<i>Livres libérateurs</i> — C. BROUILLARD.. O.F.M.....	52
<i>Voix auxiliaires</i> — A. L.....	61

FÉVRIER

<i>A nos abonnés</i> — L'ACTION NATIONALE.....	65
<i>Une politique nationale: la situation est-elle acceptable</i> — Arthur LAURENDEAU.....	68
<i>Voix de la jeunesse - Où est la révolution</i> — Guy FRÉGAULT.....	81
<i>Politique extérieure</i> — Anatole VANIER.....	90
<i>Se battre ? Contre qui ?</i> — Roger DUHAMEL.....	104
<i>Pour vivre</i> — André MAROIS.....	111
<i>Vous pouvez le répéter</i> — Étienne ROBIN.....	119
<i>En marge d'un entretien</i> — THÉOLOGUS.....	123

MARS

<i>Pour dissiper une équivoque</i> — L'ACTION NATIONALE.....	129
<i>Une politique nationale — Notre destin français</i> — Lionel GROULX, ptre.....	130
<i>Pour un ordre laurentien</i> — Guy FRÉGAULT.....	144
<i>Jeune froite</i> — André LAURENDEAU.....	151
<i>Ce Congrès de Langue française</i> — Thuribe Belzile.....	165
<i>Vous pouvez le répéter</i> — Étienne ROBIN.....	169
<i>Humanisme intégral</i> — André LAURENDEAU.....	175
<i>Si j'épousais une débutante</i> — Jean-M. FORTIN.....	177
<i>Un théâtre nouveau</i> — C. BROUILLARD, O.F.M.....	184

AVRIL

<i>Vers l'unité</i> — L'ACTION NATIONALE.	193
<i>Pour une politique nationale</i> — LÉO PELLAND.	194
<i>Le français, langue inférieure</i> — VICTOR BARBEAU.	214
<i>Le T. R. P. Farley</i> — * * *	220
<i>A propos du Congrès de Langue française</i> — Arthur LAURENDEAU.	227
<i>Révolution et liberté</i> — GUY FRÉGAULT.	233
<i>Directives sociales et catholiques</i> — HERMAS BASTIEN.	240
<i>L'Île d'Orléans</i> — G.-L. de BEAULIEU.	246
<i>La vie courante</i> — LE GUET.	255

MAI

<i>Le scandale des drapeaux</i> — L'ACTION NATIONALE.	257
<i>Pour une politique nationale</i> — Abbé TESSIER.	258
<i>L'abbé Groulx à Québec</i> — UN AUDITEYR.	269
<i>Drapeau national</i>	273
<i>Régionalisme</i> — MAURICE TREMBLAY.	274
<i>Nous définir</i> — CARMEL BROUILLARD, O.F.M.	290
<i>Bous pouvez le répéter</i> — ETIENNE ROBIN.	302
<i>Pour vivre</i> — ANDRÉ MAROIS.	308
<i>Notre-Dame du Canada</i> — LAURENT de COURVILLE.	316

JUN

<i>L'Université de Montréal</i> — L'ACTION NATIONALE.	321
<i>Politique et Education</i> — HERMAS BASTIEN.	322
<i>Montréal, ville française</i> — PAUL-MARCEL LEBEUF.	342
<i>Pour aider à cimprendre le problème universitaire</i> — Dr G.-E. CARTIER.	347
<i>Notre-Dame du Canada (suite)</i> — LAURENT de COURVILLE	368
<i>Vous pouvez le répéter</i> — ETIENNE ROBIN.	377
<i>Les vérités qu'il faut redire</i> — AUGUSTE BENOIT.	381
<i>Table des Matières</i>	383

QUI FERA LA RÉVOLUTION?

Tract de 16 pages, format journal,
abondamment illustré

où s'affrontent la doctrine et les oeuvres
du catholicisme et du communisme

Il faut choisir!



LISEZ ET REPANDEZ CE TRACT
5 sous l'exemplaire; 50 sous la douzaine.



École Sociale Populaire

1961, rue Rachel Est, Montréal

LAIT & CRÈME pasteurisés ● LAIT & CRÈME acidulés
LAIT & CRÈME homogénéisés
YOGHOURT naturel ou cerise ● FROMAGES "ORBIS"
LAIT CHOCOLAT "MILACO"

LAITERIE CANADIENNE Limitée

Groupe de laitiers indépendants

6740, rue de Gaspé, MONTRÉAL — Tél. CR. 7878



Protection - Sûreté - Solidité

Déposez vos Economies

à

**LA BANQUE D'ÉPARGNE
DE LA CITÉ ET DU DISTRICT DE MONTRÉAL**

"La Grande Banque des Travailleurs"

Fondée en 1846

**Succursales dans toutes
les parties de la ville.**

8 522

**Coffrets de sûreté à toutes les
Succursales. Service de "La garde
des titres" au Bureau Principal.**

"Inferiority Complex"

● Le point faible du Canada français, c'est les affaires: il y a bien quelques exceptions mais nous n'avons pratiquement aucune firme à renommée nationale **a mari usque ad mare.**

● Moins d'**inferiority complex** et plus d'audace basée sur une meilleure connaissance des méthodes modernes de vente, nous aideraient à reconquérir d'abord notre propre marché, puis notre juste part du marché national canadien.

● Comment savons-nous qu'un nom canadien-français ne serait pas aussi populaire que tout autre? Nous n'avons jamais dépensé l'argent nécessaire pour l'apprendre.

VICTOR - C. SOUCISSE & CIE

Techniciens de la vente par l'annonce
Agence publicitaire

HOTEL WINDSOR

—

MONTREAL

Ecole Polytechnique de Montréal

Fondée en 1873

TRAVAUX PUBLICS

INDUSTRIE

TOUTES LES BRANCHES DU GENIE

PRINCIPAUX COURS:

Mathématiques	Physique
Chimie	Descriptive
Dessin	Mécanique
Electricité	Hydraulique
Minéralogie	Géologie
Arpentage	Géodésie
Mines	Métallurgie
Machines thermiques	Voirie
Constructions civiles	Ponts
Genie sanitaire	Chimie industrielle
Résistance des Matériaux.	

Laboratoires de Recherches et d'Essais

1430, rue Saint-Denis,

MONTREAL

Téléphones :

Administration - - - LANcaster 9207
Laboratoire provincial des Mines - - - LANcaster 7880

PROSPECTUS SUR DEMANDE

Pour la SAINT-JEAN-BAPTISTE

Procurez-vous le

DRAPEAU NATIONAL des CANADIENS FRANÇAIS

et pavoisez votre demeure
le 24 JUIN

— Rayon des drapeaux — troisième étage

Dupuis Frères

LIMITÉE

MONTREAL

ÉCOLE TECHNIQUE DE QUÉBEC

185, Boulevard Langelier, Québec

Fondée en 1910

Téléphone: 2-6864

COURS DU JOUR — COURS DU SOIR

Enseignement théorique — Entraînement manuel

"L'Instruction n'est pas un outil qu'on peut vous reprendre. On l'emporte avec soi, richesse permanente. L'Instruction professionnelle transforme les travailleurs, elle en fait d'autres hommes. Il n'est personne qui, à mesure qu'il apprend, ne sente en soi cette évolution profonde, cet enrichissement. Accroissement de pouvoir, mais aussi accroissement de dignité. On tient, avec l'Instruction, le moyen de s'élever dans l'échelle économique et sociale, de participer à l'organisation, au commandement. On tient aussi, on tient surtout le moyen de GAGNER EN VALEUR HUMAINE".—Edmond Labbé, Directeur Général Honoraire de l'Enseignement Technique de France.

Notre outillage moderne et nos machines-outils perfectionnées font que nos ateliers présentent l'aspect de véritables établissements industriels.

PROSPECTUS SUR DEMANDE.

Philippe Méthé, I.C., Directeur.

SOLIDARITÉ

Pratiquons l'économie, qui consiste à tirer le meilleur parti de toutes choses. Déposons nos épargnes dans une grande institution de crédit, qui prête une large part de ses ressources à l'agriculture, au commerce et à l'industrie. Ainsi, nous ferons d'une pierre deux coups: notre capital d'épargne sera en sûreté et nous rapportera des intérêts, et il alimentera l'activité économique dont tout le monde profite.

BANQUE CANADIENNE NATIONALE

550 bureaux au Canada



La route est belle!
Une assurance-vie pare aux
accidents de l'avenir



Consultez
notre
représentant



La Saubegarde
assurances
sur la vie

